

***l'Anti*capitaliste**

n°341 | 16 juin 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ALLEZ LA GRÈVE !



Contre la loi travail et son gouvernement

CONTINUONS LE COMBAT !

Dossier

BREXIT OR NOT BREXIT...

Pages 6 et 7

ÉDITO

Après la tuerie d'Orlando :
deuil, colère et vigilance

Page 2

PREMIER PLAN

Inégalités : les riches vivent
au-dessus de nos moyens

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Italie : pouvoir sanctionné,
perspectives à construire...

Page 5

LIBRE EXPRESSION

IntermittentEs et précaires :
entretien avec Claire Marx

Page 12



édito

Par COMMISSION LGBTI DU NPA

Après la tuerie d'Orlando: deuil, colère et vigilance

La tuerie perpétrée au Pulse, boîte de nuit de la communauté LGBTI d'Orlando aux États-Unis, nous appelle d'abord au deuil. Nos pensées vont aux victimes et à leurs proches, ainsi qu'aux victimes de l'homophobie partout dans le monde. Le NPA s'associe aux rassemblements de solidarité partout en France.

Cette homophobie n'est pas nouvelle, elle n'est pas non plus liée à une culture ou à une religion: si ce massacre a été perpétré par un individu se revendiquant de Daesh, on se souvient sans peine des manifs monstres sponsorisées par l'Église catholique en France contre l'ouverture du mariage pour tous. Aux États-Unis, c'est toujours le lobby chrétien et traditionaliste qui a porté la récente loi de Caroline du Nord interdisant aux personnes trans d'utiliser les toilettes de leur choix. Et partout en Occident, les personnes LGBTI sont refoulées aux frontières, même lorsqu'elles sont en grave danger, notamment médical, dans leurs pays d'origine.

C'est aussi en banalisant les discours et les actes de haine que les sociétés occidentales produisent ce type de drame. Alors oui, la colère, pour avoir fait des LGBTI des cibles évidentes, faciles, légitimes. On a d'ailleurs vu que les Républicains américains qui déplorent le massacre évitent soigneusement de mentionner que les victimes sont des LGBTI.

La vigilance, enfin. Car on sait que cette tragédie sera l'occasion pour tous les réactionnaires de s'ériger soudainement en défenseurs de la communauté et du mouvement LGBTI, dès lors que cela leur permettra de donner libre cours à leur xénophobie et à leur islamophobie.

Ce sont pourtant les mêmes qui interdisent aux gays l'accès au don du sang (mesure dont on a vu l'injustice et l'absurdité suite à la tuerie), aux lesbiennes et bisexuelles l'accès à la PMA, et aux trans la facilitation du changement d'état-civil. Les mêmes qui s'inquiètent que, dans les écoles, on éduque les enfants et les adolescentEs à la diversité amoureuse et sexuelle.

Au sein de la communauté LGBTI aussi, il y aura une lutte à mener contre la tentation de l'homonationalisme et l'adhésion au pinkwashing.

Au-delà, le NPA combattra toute instrumentalisation sécuritaire, raciste ou impérialiste de ce drame.

À la Une

Allez la grève! Contre la loi travail et son gouvernement, continuons le combat!

Le 14 juin est l'occasion d'un immense rassemblement du monde du travail et de la jeunesse contre la loi travail et ce gouvernement qui ne cherche même plus de faux semblants pour tenter de masquer son hostilité, proportionnelle à sa servilité à l'égard du Medef...

Il est un camouflet au tombereau de propagande indécente que le PS, la droite et l'extrême droite, avec le relais de la plupart des médias, répandent contre les grévistes, contre toutes celles et ceux qui luttent, contre les classes populaires. Ils les ont accusés de tout, de manque de solidarité pendant les inondations, de saboter l'Euro de football ou le Bac, de ruiner l'économie, de «terrorisme»... Autant de calomnies ridicules qui se retournent contre leurs auteurs.

Fiers de notre image!

Tous ces serviteurs du CAC40 ont voulu nous faire honte! Quelle image nous allions donner de la France, au moment où le monde entier a, paraît-il, les yeux rivés sur elle! Nous sommes fiers de cette image, nous sommes fiers d'être la France qui se révolte et qui lutte, fiers de ne pas plier devant la dictature de la finance, de défendre nos droits, fiers de rejoindre celles et ceux qui nous ont précédés, dans le monde arabe, en Grèce, en Espagne, aux USA... Nous sommes fiers d'être dans le camp de tous les exploités, des opprimés, contre la France du CAC40, du chauvinisme et du nationalisme, de cette France qui fait la guerre aux peuples mais est incapable d'ouvrir ses portes pour accueillir celles et ceux qui fuient la terreur et la misère que les classes dominantes et leurs États ont eux-mêmes semées.

La question n'est pas d'aimer ou pas le foot. Les défenseurs officiels – et appointés – de l'Euro ne pensent qu'aux milliards que le sport leur rapporte. Ceux qui osent nous faire la leçon ne pensent qu'au fric et au pouvoir!

L'EURO PRIS EN OTAGE



Tout le monde déteste le gouvernement

Quelle image pitoyable donne ce gouvernement. Il est isolé dans tout le pays, et même au Parlement, même au sein de sa propre majorité. Et plus il est isolé, plus il est arrogant et agressif, osant menacer les cheminotEs de réquisition pour un match de foot, maniant la répression, faisant donner en permanence sa police. Le ministre de l'Intérieur a poussé le ridicule jusqu'à faire injonction aux supporters ou spectateurs de l'Euro de «ne pas tenir des propos politiques» ou «idéologiques» au sein ou aux abords des stades. Quelle bêtise! Dans le même temps, la ministre du Travail Myriam El Khomri s'est dite «prête à recevoir Philippe Martinez dans la minute si cela peut permettre de lever tous les blocages dans le pays». Le gouvernement voudrait faire plier le genou à la CGT, et

malheureusement Martinez se dit prêt à rentrer dans le jeu, alors que la même ministre déclare dans le même temps: «Le gouvernement n'a pas l'intention de retirer ce texte ni même de le détricoter.» Il n'y a rien à négocier et le mouvement a besoin de perspectives pour imposer le retrait de la loi.

Le gouvernement, lui, joue son va-tout. Le seul espoir qu'Hollande et Valls ont de regagner un tant soit peu de crédit vis-à-vis de leurs commanditaires, c'est de mettre à genou le mouvement. Ils jouent sur le pourrissement, tout en étant contraints de faire des concessions minimales comme aux enseignantEs, aux chercheurEs, aux intermittentEs, aux aiguilleurEs du ciel ou même aux cheminotEs... Cela ne satisfait personne et leur petit jeu politicien se retourne contre eux. On le voit depuis trois mois que nous sommes engagés dans la lutte, à

chaque étape le mouvement a trouvé de nouvelles forces, de nouveaux secteurs rejoignant le combat. Le 14 en est une nouvelle illustration. Il peut représenter un nouvel élan.

Stopper ou pas la régression sociale, notre avenir se joue ici

La popularité du mouvement n'est plus à démontrer au point que les mauvais coups du gouvernement se retournent contre lui. L'immense majorité des salariéEs de ce pays a compris qu'autour de la loi travail se jouait l'avenir. Il n'y a qu'à voir l'acharnement de la droite contre le mouvement, cette droite qui reproche au gouvernement de ne pas frapper assez fort! Oui, ce qui se joue, c'est la possibilité de mettre un coup d'arrêt à la régression sociale organisée par le Medef et les différents gouvernements qui se sont succédés.

«Briser le pouvoir de nuisance des syndicats: tel est le match, autrement plus impérieux, qu'il faut gagner», écrivait un éditorial du journal de droite *le Figaro*, propriété du milliardaire Dassault. En un mot, briser la classe ouvrière pour accentuer la politique de régression sociale qui alimente les profits et le salaire de 15 millions d'euros du patron de Renault et ceux de ses amis!

Oui, là est l'enjeu. Un match autrement plus impérieux que ceux de l'Euro! La semaine qui a précédé les rassemblements du 14 juin, les cheminotEs, les jeunes, les retraités, les salariéEs des centres de traitement des ordures, ceux d'Air France, ont montré leur détermination. Notre mouvement connaît une nouvelle étape pour s'élargir et que la grève s'étende à l'ensemble des salariéEs. Y parvenir est notre affaire à toutes et tous. C'est possible, c'est nécessaire. C'est notre match, il faut le gagner!

Yvan Lemaître

INÉGALITÉS

Les riches vivent au-dessus de nos moyens

Selon un rapport qui vient d'être publié, le 1% de familles les plus riches possèdent autant que le reste, c'est-à-dire 99% de la population mondiale. Et leur part va encore augmenter dans les années à venir.

Xavier Niel, le fondateur de Free (qui auparavant avait commencé à faire fortune dans les sites pornos et les peep-shows), a signé le 30 mai dernier l'achat de l'hôtel Coulanges, situé place des Vosges dans le Marais à Paris. Il a déboursé la bagatelle de 31,5 millions d'euros pour s'offrir ce bâtiment classé aux monuments historiques. Pour l'instant, il habite dans un hôtel particulier parisien de 800 mètres carrés (et 2000 mètres carrés de terrain), réplique du Trianon de Versailles, acquis en 2005 pour 11 millions d'euros...

Derrière les circuits financiers compliqués du capital, se trouvent des capitalistes en chair et en os dont les richesses viennent en dernière analyse de l'exploitation des travailleurEs. Niel est en 2016, selon le magazine américain *Forbes*, la 129^e fortune mondiale avec un patrimoine d'environ 9 milliards d'euros.

Ce 1% qui compte en milliards de dollars...

Niel figure donc en bonne place parmi les 18,5 millions de foyers millionnaires en dollars recensés dans le rapport d'un consultant américain,

le Boston Consulting Group (BCG). Ceux-ci représentent environ 1% de la population mondiale et détiennent près de la moitié (47%) des avoirs des particuliers (hors immobilier) en dépôts bancaires, titres boursiers, ou assurances vie. Ces millionnaires pèsent ainsi quelque 78 800 milliards de dollars. Le BCG annonce que la part des richesses détenues par les millionnaires va continuer à augmenter: de 47% des avoirs des particuliers aujourd'hui, elle passerait à 52% en 2020.

Bien sûr, pour le BCG, il ne s'agit pas de dénoncer les capitalistes, mais

de faire le point sur la clientèle des gestionnaires de fortune. Si le rapport contient un chapitre sur les femmes, ce n'est pas par féminisme mais parce qu'il existe un vivier de femmes très riches insuffisamment connectées aux institutions financières...

C'est en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) que les millionnaires possèdent la plus grosse part des avoirs des ménages: ils y sont environ 8 millions et détiennent 63% des avoirs des ménages. Cette proportion, la plus élevée du monde, devrait même atteindre 69% en 2020. En Europe de l'Ouest, cette part est de 40,8%. La

BIEN DIT

Je n'ai rien à dire qui n'a déjà été dit à ce jour, le 163^e jour d'une année au cours de laquelle il y a déjà eu 173 fusillades de masse aux États-Unis.

Le réalisateur MICHAEL MOORE, sur Twitter dimanche 12 juin, suite à la tuerie d'Orlando. Dans l'État de Floride, n'importe qui âgé de plus de 18 ans peut acheter un AR-15, le fusil d'assaut semi-automatique utilisé à Orlando, sans permis spécifique...

Un monde à changer

L'EURO-FOOT: FRIC, VIOLENCES ET XÉNOPHOBIES. Le gouvernement comptait sur l'Euro pour faire oublier la loi travail au nom d'une grande communion nationale footballistique? Un mort, des dizaines de blessés, des centres-villes (à Marseille, Nice, Lille) transformés en champs de bataille... Il aura suffi d'un week-end pour qu'explode cette réalité: le foot n'est qu'un concentré des multiples contradictions de la société capitaliste en crise. Ce qui se passe n'est au final que prétextes et miroir aux alouettes: vendre du rêve aux millions de gamins qui tapent dans des ballons de foot dans tous les quartiers populaires... et qui ne sont pas près de pouvoir payer leur place pour assister à un seul match de cet Euro-Fric! L'UEFA attend de cet événement 1,9 milliard d'euros de recettes pour 650 millions d'investissements qui ont d'ores et déjà atterri dans les poches des Vinci et autres multinationales du BTP qui ont construit ou rénové 10 stades. L'UEFA a imposé aux villes et collectivités d'assumer le coût des fan-zones et de la sécurité dont elle a fixé les règles draconiennes. Elle a également imposé un contrat d'exclusivité mirifique pour les

sponsors tant internationaux (Coca-Cola, Carlsberg, Mac Do, Orange...) que nationaux (Hédiard, FDJ, Proman, Crédit Agricole, SNCF, La Poste...). Enfin, l'UEFA a obtenu du gouvernement l'exonération des impôts pour les recettes de l'Euro, soit 150 à 200 millions de cadeaux fiscaux... La prévention des dangers terroristes a servi de prétexte pour justifier la prolongation de l'état d'urgence jusqu'à la fin juillet. Mais tout à sa guerre contre le terrorisme, le gouvernement et sa police ont juste sous-estimé la menace de la haine et de la violence xénophobes. Généralement véhiculées par l'exacerbation des nationalismes dans le sport, ces phénomènes sont démultipliés par la montée de l'extrême droite dans la plupart des pays d'Europe. Enfin, les millions de supporters qui s'alcoolisent durant des heures autour des stades sont des cibles de choix pour les réseaux prostitutionnels, et plus généralement des causes de harcèlement sexiste dans les rues et les transports en commun. Autant de raisons d'imposer dans la rue la solidarité contre la loi du fric, contre les divisions racistes et sexistes.

RÉPRESSION S'organiser et riposter, il y a urgence!

La semaine dernière, nous avons essayé de faire un cadrage politique général sur la répression qui touche le mouvement social depuis la mise en place d'un état d'urgence permanent, accompagné des mesures liberticides de la loi Urvoas. Ce nouvel article fait le point sur l'état encore embryonnaire de la riposte.

Antoine libéré... mais toujours menacé!

Violamment arrêté à l'intérieur même de la manifestation lilloise contre la loi travail le 17 mai dernier par des flics de la BAC, Antoine, jeune libertaire antifasciste, adhérent de la CGT à Valenciennes, et François, un autre manifestant, sont comparus devant le TGI de Lille jeudi 9 juin pour violences à agents dépositaires de l'ordre public.

Incarcéré depuis trois semaines, Antoine n'a pu être libéré que grâce à la mobilisation. Plus de 300 personnes étaient présentes devant le palais de justice pendant les 8 heures du procès, et la pétition nationale a été largement signée. Pour autant, si l'on doit se féliciter de cette libération, le verdict est lourd: pendant 2 ans, ces camarades sont interdits de manifestation et à la merci d'une révocation des 8 et 10 mois de prison avec sursis auxquels ils ont été condamnés.

Solidarité avec les inculpés du 18 mai

Toutes arrêtées après les faits, 6 personnes sont aussi mises en examen dans le cadre de l'enquête sur l'incendie d'une voiture de police le 18 mai dernier, au cours d'une manifestation sauvage de riposte



Le bras armé du gouvernement contre notre mobilisation. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

pour répondre à l'occupation de la place de la République par le syndicat Alliance. Des arrestations sous l'unique foi du témoignage d'un flic des renseignements généraux... Les deux dernier interpellés l'ont été dans des fins de manifestation, hors des cortèges. En dramatisant les faits, et en les qualifiant de « tentative d'homicide volontaire » et de « tentative de meurtre contre agents dépositaires de l'autorité publique », les autorités policières et judiciaires envoyaient 3 militants antifascistes « dans le collimateur » en détention provisoire, et en assignaient deux

autres à résidence, loin de leurs familles, de leur vie sociale.

Au plus vite et dans l'unité

Si les militantEs victimes de la répression bénéficient rapidement d'une solidarité de leurs organisations, il n'en est pas de même pour les anonymes et sans partis, chopés au hasard des charges policières, des contrôles préventifs avant les manifestations, etc. Il est donc de la responsabilité collective du mouvement de mettre en place des structures unitaires de solidarité contre la répression.

À l'appel de Nuit debout et d'organisations impliquées dans la lutte contre la loi travail, une réunion contre la répression se tient mercredi 15 juin afin d'établir une plateforme d'action exigeant la libération de tous les prisonnierEs et la levée des inculpations prononcées dans le cadre du mouvement, ou en application de l'état d'urgence.

Le nerf de la guerre

D'ores et déjà il est possible de s'impliquer dans le soutien concret en organisant des collectes de solidarité à toutes les victimes de la répression. L'absence de discussion sur les différents « tarifs » pratiqués par les avocats et leur réelle implication politique dans le soutien sont des problèmes qu'il reste à résoudre. Ce sera aussi un des objets de la réunion du mercredi 15 juin.

Le NPA est très attaché à la mutualisation des moyens et au maintien du principe de non-dissociation. Levée de l'ensemble des poursuites! Libérez nos camarades!

Alain Pojolat

1- <https://paris-luttes.info/>
appel-a-renforcer-les-solidarites-5921

La cagnotte de soutien aux inculpés

du 18 mai: <https://www.leetchi.com/c/solidarite-de-mises-en-examen-du-18-mai>

Le chiffre 40 000

C'est, en euros, ce que coûte par patient le Sovaldi, un traitement innovant contre l'hépatite C. Le traitement des 230 000 personnes touchées par ce virus coûterait plus de 9 milliards d'euros. C'est ce que dénonce la campagne contre l'industrie pharmaceutique, « Le prix de la vie », que Médecins du monde vient de démarrer... malgré la censure des compagnies d'affichage.



Agenda

Lundi 20 juin, café-débat du NPA 95, Saint-Ouen-l'Aumône. « Quelles résistances au capitalisme? », à 19h 30 au café Stella du cinéma Utopia.

Jeudi 23 juin, réunion publique du NPA, Marseille. « Loi travail, état d'urgence, répression. Contre les politiques capitalistes, la lutte reprend ses droits », avec Philippe Poutou, à 19h au CAQ, 6 rue Sénac, Marseille 1^{er}.

Du 24 au 30 juillet, 33^e Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires, Canoves (Catalogne).

Programme: <https://npa2009.org/evenement/33erencontresinternationales-de-jeunes>



NO COMMENT

Nous aimons l'entreprise, mais nous aimons aussi les syndicats...

La ministre du Travail MYRIAM EL KHOMRI sur l'antenne de France Inter lundi 13 juin

France compte 445 000 millionnaires, selon le cabinet de conseil.

Ils dissimulent toujours leur fortune

Le rapport s'intéresse aussi aux centres « offshore » qui sont en pleine croissance. La richesse accumulée dans ces pays, comme le Panama qui a fait récemment beaucoup de bruit, qui offrent une fiscalité avantageuse et une gestion discrète aux non-résidents, atteint début 2016 près de 10 000 milliards de dollars. Le BCG s'attend d'ailleurs à voir le business offshore progresser encore dans les années à venir, malgré les mesures supposées combattre l'évasion fiscale. Les riches continueront donc à utiliser toutes les ficelles pour échapper à l'impôt avec la complicité des banques. Le 7 juin dernier, la police espagnole a ainsi perquisitionné au siège de BNP Paribas en Espagne, banque qui ne se serait pas montrée assez curieuse sur

la provenance de fonds arrivés dans ses coffres et rapatriés discrètement par des fraudeurs fiscaux espagnols...

Cadeaux fiscaux

Mais même quand ils ne dissimulent pas, les riches bénéficient de cadeaux grâce à la législation fiscale. Dans beaucoup de pays, les taux supérieurs de l'impôt sur le revenu ont été rabotés ces dernières années, ou alors cet impôt ressemble à un gruyère avec des trous qui bénéficient aux plus riches: les fameuses niches fiscales. Les statistiques sur l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) publiées mercredi 8 juin par le *Canard enchaîné* fournissent une nouvelle démonstration concernant la France des dispositifs en faveur des plus fortunés: grâce au système de plafonnement mis en place par le pouvoir socialiste, les milliardaires ont profité en 2015 d'allègements considérables. 50 contribuables auraient ainsi dû payer

CES RICHES QUI POSSÈDENT TOUT!



près de 220 millions d'euros, mais le plafond a minoré cette somme de plus de 90%. Résultat: ils n'ont payé que 21 millions d'euros. Et l'ISF de certains des

contribuables parmi les plus riches, comme Liliane Bettencourt (L'Oréal) est même réduit... à zéro!
Henri Wilno

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr



DROITE **Primaire...** et surenchères réactionnaires



Sarkozy en chasse sur les terres du FN. DR

Six mois avant le scrutin des 20 et 27 novembre, les candidats de la primaire à droite rivalisent de prises de position réactionnaires tant il leur est difficile de se différencier de la politique de gouvernement Hollande-Valls.

Sans l'ombre d'une hésitation, Sarkozy en rajoute sur les thèmes xénophobes de ses précédentes campagnes de 2007 et 2012 dans l'espoir de reprendre au Front national une partie de son électorat. Lors d'un meeting qu'il a tenu le 8 juin près de Lille, il a égrené le thème de l'« *identité de la France* », menacée selon lui par la « *tyrannie des minorités* » et le « *multiculturalisme* ». Sa propagande ne fait pas dans la dentelle, c'est le moins qu'on puisse dire. La « *double confrontation à une immigration massive et communautarisée, ainsi qu'à un islam intégriste minoritaire* » menace ainsi selon lui de « *remettre en cause nos modes de vie* ». Se revendiquant comme « *un chrétien* » dans « *un pays chrétien* », Sarkozy a appelé « *ceux qui veulent y vivre* » à « *respecter* » sa culture et ses mœurs. La plupart des autres candidats ne sont pas en reste sur ce terrain, de François Fillon à Nadine Morano, Jean-François Copé disant vouloir par exemple rendre obligatoire le lever du drapeau et la Marseillaise dans les écoles, tandis qu'Hervé Mariton a lancé une pétition contre l'apprentissage de l'arabe à l'école primaire...

« *Au secours, la droite revient* » ?

Juppé, qui est encore en tête des sondages à droite, ou Nathalie Kosciusko-Morizet, jouent sur un registre un peu différent, se voulant plus modernes, disons moins réactionnaires en réalité. L'un vante « *l'identité heureuse* » et des « *accommodements raisonnables* » avec l'islam, l'autre affirme que « *l'identité est une dynamique, pas quelque chose de figé dans le passé* ».

Mais quand il s'agit de leurs politiques économiques et sociales, les candidats à la primaire avancent tous les promesses les plus anti-ouvrières et les plus libérales qui soient. Fillon avait ouvert le bal en juin 2014 en mettant à son programme la fin des 35 heures et de l'impôt sur la fortune (ISF), la retraite à 65 ans, des facilités supplémentaires pour les licenciements économiques, la baisse du nombre des fonctionnaires... Tous se sont alignés à quelques variantes près. Quant à Juppé, celui que Sarkozy qualifie de « *mec de gauche* », il se fait fort, lui, de mettre des mesures comparables en application dès le début du quinquennat : ainsi faire passer l'âge minimal pour partir en retraite... à 65 ans dès 2017 !

Inutile de dire que les ministres du gouvernement Hollande-Valls en campagne ne manquent pas d'agiter l'épouvantail de la droite pour légitimer leur présence au pouvoir et chercher à retenir les électeurs qui leur restent encore.

Mais qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements sont incapables de faire une autre politique que celle que leurs commanditaires, les puissants actionnaires des grandes entreprises, leur dictent. Seul un gouvernement issu des mobilisations du monde du travail et de la jeunesse et appelant ces derniers à mettre en œuvre les mesures d'urgence anticapitalistes qui répondent aux besoins de la population pourrait offrir une perspective progressiste.

Galia Trépère

GOUVERNEMENT ET PS Les provocations et le mépris sanctionnés par la rue

Pas une journée ne passe sans attitudes ou déclarations provocantes d'un ou de plusieurs membres du gouvernement ou du PS... Mais pas un jour non plus sans que notre riposte dépasse leurs coups de menton.

Les provocations sont l'arme d'un gouvernement aux abois tandis que notre riposte parce qu'elle est légitime est conquérante.

Le ministre se fait tailler un costard...

« *Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler !* » Cette arrogance de l'ancien banquier Macron devenu ministre d'un gouvernement socialiste, est à la hauteur du mépris qu'il affiche envers notre classe et nos mobilisations. Mais si le costard à 1200 euros, dont le prix dépasse celui du salaire mensuel net d'un travailleur au SMIC, fait le ministre, le bleu de travail, lui, fait le travailleur, celui qui produit la richesse réelle et entre en lutte pour défendre le code du travail. C'est ce qu'a exprimé le geste symbolique d'un salarié vendredi dernier à Nancy, offrant un bleu de travail au ministre. Un acte profondément juste parce qu'il entre complètement en résonance avec le mouvement social actuel. Signe ostentatoire de richesse contre vêtement de travail, c'est au salarié et à ses camarades que va la sympathie de toutes celles et ceux qui ne veulent plus de ce monde. Lundi 6 juin à Montreuil, aux cris de « *un costard à rayures pour les exilés fiscaux* » et « *plutôt en grève qu'en costard* », c'est un œuf que Macron avait reçu sur la tête. Là encore, il cherchait la provocation, venant là pour un hommage postal au Front populaire, c'est d'ailleurs ce que lui reproche ses complices



du gouvernement, et il a trouvé une manifestation belle, colorée, puissante.

Ainsi, c'est le refus de l'injustice sociale, la rage d'abolir les privilèges, la conscience du moment présent et de notre force potentielle, qui éclate de façon inventive à chaque fois que Macron et ses pairs nous provoquent.

Le gouvernement en meeting... pour se soutenir lui-même !

D'après les médias, mercredi 8 juin, c'est 200 cars remplis de CRS qui étaient présents pour protéger les 200 invités, triés sur le volet par le gouvernement pour participer à un meeting dans le 12^e arrondissement de Paris... Que celui-ci soit obligé de mobiliser autant de forces de police

(pourtant épuisées !) pour pouvoir s'adresser à ses soutiens, signe son illégitimité totale.

Sur le fond, organiser un meeting pour soutenir son propre projet de loi auprès de celles et ceux appartenant à son propre parti parce qu'il faut les booster, est une démarche suffisamment rare pour qu'on écoute ce que ce gouvernement aux abois va développer comme nouveaux arguments. C'est d'abord Cambadélis qui explique que « *au secours, la droite revient, mais en plus aujourd'hui elle prévient* », sans oublier de tacler ce qu'il appelle l'extrême gauche : « *l'extrême gauche rêve d'un printemps politique mais ferme les yeux sur l'hiver social que prépare la droite* ». Valls, ensuite, s'inquiète : « *attention*

la droite menace de gouverner par ordonnances », comme si lui-même n'avait pas déjà utilisé trois fois le 49-3 en deux ans ! Nous voilà prévenus, avec la droite ce sera pire... Pour le moment, le pire, c'est la loi El Khomri portée par ce gouvernement socialiste et c'est bien celui-ci que plus de 500 manifestantEs sont venus conspuer en se rassemblant devant le meeting et en organisant une manifestation, sauvage comme les autres.

En fin de règne

Ce gouvernement change la société en nous imposant un droit d'exception depuis 6 mois qui redéfinit ce qui est permis ou illicite. Il instaure la répression permanente, alliant occupation de l'espace par la police et confrontation systématique de celle-ci avec les manifestantEs. Il autorise l'emploi d'armes dangereuses, des LDB aux grenades dites de désencerclement, et de méthodes nouvelles : le nassage ou le ketting, sorte de rafle, utilisé pour couper les manifestations comme les forces de police le souhaitent. Le nombre de blessés sérieux se comptent en dizaines. Il multiplie les arrestations, la répression judiciaire et l'emprisonnement comme gestion des manifestantEs...

Et malgré cela, le mouvement pour le retrait de la loi travail dure, s'enracine, s'invente sur de multiples terrains de lutte. Alors les provocations scandaleuses ne sont que les signes de l'agonie politique de ce gouvernement et de du parti au pouvoir, coincés entre les attentes des patrons, de l'Union européenne, d'un néolibéralisme tout entier qu'il ne peut satisfaire totalement malgré sa bonne volonté, et par un mouvement social multiforme de résistances, qui construit des pratiques, une expérience et un discours qui deviendront récit.

Les forces de la légitimité, de la dignité et l'avenir sont de notre côté, parce que nous, nous pouvons dire, comme Marceau Pivert en mai 36 « *tout est possible !* »

Roseline Vachetta

LOI SAPIN 2 **Des arnaques et de vraies attaques**

Les députés ont commencé à discuter le 6 juin du projet de loi « Sapin 2 » sur la transparence économique. Il est présenté comme un retour aux fondamentaux censé fédérer toute la gauche...

Sapin fait même croire que son projet permettra de lutter contre « *l'argent qui corrompt* », dans une allusion à une célèbre phrase de Mitterrand de 1971. En réalité, ce projet fourre-tout ne fera pas trembler le patronat, et il comporte même de nouvelles attaques contre notre camp.

Mesures bidons contre les capitalistes...

Le projet prétend lutter contre la corruption, mais les mesures sont bidons : création d'une « *agence nationale de lutte contre la corruption* », « *formations* » (au cas où on ne saurait pas que c'est mal !), etc. En revanche, les députés PS ont réintroduit la « *transaction pénale* » que Sapin avait abandonnée après un avis négatif du Conseil d'État. Cela s'appellerait « *une convention judiciaire d'intérêt public* », un joli nom pour un arrangement avec des patrons voyous ! Ce dispositif permettrait aux entreprises de s'arranger avec la justice en « *plaidant coupable* » et en payant une amende (plafonnée !) pour éviter une condamnation pénale.

Le texte est aussi censé protéger les « *lanceurs d'alerte* » mais il n'y a aucune mesure substantielle. On



Gattaz et Sapin s'entendent... sur notre dos ! DR

les aidera simplement à payer leurs frais d'avocat contre les entreprises qui les poursuivront...

Une mesure enrage le patronat, qui crie au « *suicide économique* » : la publicité du « *reporting* » pays par pays. Les grosses entreprises devraient rendre public des données (chiffre d'affaire, bénéfice, impôt...) sur leur activité dans chaque pays où elles sont implantées. Les banques doivent déjà le faire depuis 2013. Selon le Medef, cela donnerait des armes à la concurrence pour affaiblir les entreprises françaises. Qu'ils se rassurent : le reporting ne sera

obligatoire que pour les pays de l'UE et les paradis fiscaux et à partir d'un nombre minimum de filiales implantées dans ces pays ! Autrement dit, si une entreprise a une seule filiale dans un paradis fiscal, elle pourra toujours planquer ses profits en toute impunité et continuer à faire de « *l'optimisation fiscale* »...

La « *transparence* » sera faite sur les lobbys qui devront s'enregistrer dans un registre national des représentants d'intérêts. Cela ne changera rien aux pratiques, et les lobbys pourront continuer à fournir des amendements clé en main aux

députés. Dans ce répertoire, notons que les acteurs publics sont mis sur le même plan que les acteurs privés...

...attaques contre les travailleurs

L'assouplissement des règles d'entrée dans certains métiers (obligation de qualifications, etc.) va fragiliser les artisans. Au nom de la « *transparence* », le flitage des chômeurs sera renforcé car Pôle emploi pourra exiger plus de documents justificatifs. Enfin, le texte préconise la transformation des régimes de retraite supplémentaire (épargne retraite) en fonds de pension. Aujourd'hui, ces fonds sont encadrés et placés dans des produits non risqués (surtout des obligations d'État). Sapin veut basculer ces fonds vers des produits risqués, notamment des actions. Une partie de nos retraites (heureusement encore marginale) serait ainsi rendue aléatoire et dépendante des profits des capitalistes, laissant croire que nous avons les mêmes intérêts que les patrons !

Même dans un texte censé s'attaquer aux pratiques des patrons voyous, Hollande et sa clique ne peuvent s'empêcher de nous attaquer. Décidément, rien de bon ne peut émaner de ce gouvernement !

Gaston Lefranc

Au-delà de l'élection des maires et conseils municipaux, le vote revêt un sens politique très fort. On pourra faire une évaluation plus approfondie des résultats après le second tour qui aura lieu le 19 juin. Mais on peut déjà souligner plusieurs éléments importants.

Renzi recule, le patronat s'inquiète

D'abord, la participation qui diminue encore, chutant de 67% à 61%. Mais le trait politique le plus marquant est la forte perte de consensus du parti au pouvoir, le Parti démocratique (PD), héritier du Parti communiste italien, désormais à ranger parmi les forces du social-libéralisme. Au-delà des résultats des mairies, le parti de Matteo Renzi, bien que généralement soutenu par des coalitions plus larges que le seul PD, perd partout des voix : 25 000 à Milan, 31 000 à Turin, 71 000 à Rome, 14 000 à Naples.

Ainsi, le centre-gauche de Renzi risque de perdre le contrôle des métropoles : à Rome (où le Mouvement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo se trouve en tête du ballottage avec 10 points d'avance...), à Turin (où le candidat PD sortant devra affronter la candidate M5S qui a quintuplé les voix de son mouvement), à Bologne l'ex-«rouge» (où il se bat contre la candidate de la Ligue du Nord), à Milan (où le candidat de Renzi est arrivé à égalité avec le candidat de droite)... Et la ville de Naples (où le duel aura lieu entre Luigi De Magistris, un candidat que l'on pourrait comparer aux maires de Madrid, Cadix ou Barcelone, et le candidat de droite) est déjà perdue!

Ces résultats inquiètent les classes dominantes et la Confindustria (le Medef italien) qui, face aux difficultés et aux divisions de la droite, voit désormais depuis longtemps dans le PD le point de repère le plus fiable. Cela inquiète aussi

ITALIE Pouvoir sanctionné, perspectives à construire...

Le 5 juin a eu lieu une journée importante d'élections municipales, pour 1300 municipalités (sur 8000). Parmi celles-ci, presque toutes les plus grandes villes du pays : Rome, Milan, Turin, Bologne, Naples.



Le social-libéral Renzi sous la pression de Grillo. DR

le patronat parce que tout cela a lieu peu de temps avant le référendum d'octobre sur la réforme de la Constitution voulue par le gouvernement (et soutenue par la Confindustria). La situation se complique donc car en cas de défaite au référendum, le gouvernement a déjà annoncé qu'on irait presque aussitôt vers de nouvelles élections. Pour le patronat le risque d'une victoire de M5S deviendrait alors bien concret.

Le M5S: entre protestation, interclassisme et populisme

Le mouvement de Beppe Grillo avait déjà obtenu aux élections législatives en 2013 des résultats importants en tant que vote protestataire (25,6%. Avec les résultats obtenus le 5 juin dans des villes importantes et décisives (Rome à 35,2% et Turin à 30,9%), il apparaît désormais pour une tranche

décisive de l'électorat (en particulier populaire et jeune) une alternative concrète au gouvernement actuel.

La nature de M5S est complexe. C'est le fruit de la crise de la politique traditionnelle, de la crise en parallèle de l'ex-gauche (qui s'est transformée en PD de Renzi) et de la droite (privée désormais de Berlusconi qui servait de lien entre ses différentes composantes), des scandales qui éclatent presque chaque jour dans les institutions nationales et locales et où sont impliqués tous les partis traditionnels.

Mais c'est aussi le produit de la crise du mouvement social et des luttes, crise qui a transformé l'Italie en l'un des pays les moins vivaces politiquement et socialement dans toute Europe. Souvent le M5S est comparé au Podemos espagnol. Mais il y a une différence fondamentale : Podemos est le résultat

de la volonté d'une grande partie du 15M (les Indignés) et des Mareas de 2011 de peser aussi sur le plan politique, alors que le M5S est né complètement «à froid», dans un panorama marqué par une paralysie sociale très forte.

En outre, le M5S, par la volonté de ses fondateurs, essaie obstinément de montrer un visage fortement interclassiste où, au mieux, ses interlocuteurs sociaux privilégiés sont la petite entreprise et les professions libérales, tirant profit de la disparition de la classe des travailleurs sur le terrain politique. Le mouvement ne rechigne pas non plus à utiliser des arguments démagogiques, tel le sentiment sécuritaire contre l'immigration, ou populistes, comme l'opposition entre travailleurs du secteur privé et de la fonction publique. Cela même si, pour ces élections, étant bien conscient qu'il pouvait ramasser une partie importante des électeurs de gauche dégoûtés par la politique de Renzi, le M5S a aussi adopté certains mots d'ordre progressistes, tel que le refus des privatisations des services publics. Et enfin, il est le résultat de la crise sans fin de la gauche «radicale» italienne qui a commencé après l'échec de sa participation avec le PD au gouvernement de Prodi (2006-08), une crise qui se reconferme à nouveau dans ces élections avec des résultats qui chutent au-dessous de ceux de toutes les élections précédentes...
De Rome, Fabrizio Buratti

EUROPE MigrantEs: l'hécatombe en silence



La tragédie, jusqu'à quand? DR

La politique européenne sur «l'accueil» des migrantEs se résume de plus en plus à «c'est non!». Le principe est simple, il s'agit de rendre le passage de plus en plus difficile.

À ce stade, aucun chiffre clair ne permet de dire que ça fonctionne. Certes la fermeture des frontières sur la route des Balkans et l'accord avec la Turquie ont fait baisser le nombre d'arrivées en Allemagne ; idem pour la Suède depuis la fermeture de la frontière avec le Danemark. Selon l'OIM (Office international des migrations), plus d'un million de migrantEs seraient actuellement en Libye, attendant pour la plupart d'avoir assez d'argent pour tenter le passage de plus en plus cher. Ce qui est sûr, c'est que l'accord avec la Turquie a changé la route de la migration, les bateaux passant par le centre de la Méditerranée pour rejoindre l'Italie plutôt que la Grèce. Le résultat est simple... et horrible : depuis janvier, il y a eu plus de 2 800 morts, 1 000 de plus que pour la même période l'an dernier!

Ces chiffres, qui ne font plus la Une des journaux ne changent en rien la politique des gouvernements européens. La Commission européenne travaille à un projet pour développer le même type d'accord conclu avec la Turquie avec des pays d'Afrique et du Moyen-Orient : Jordanie et Liban d'abord, puis Niger, Nigeria, Sénégal, Mali et Éthiopie. À cela s'ajoute un projet pour pousser des pays à réadmettre les migrantEs dits «économiques», pays d'Afrique bien sûr mais aussi Afghanistan et Pakistan. Frontières et charters vont progresser au même pas...

Les idées ne manquent pas dans la voie du pire. Le ministre de l'Intérieur italien a évoqué la possibilité de hotspots en pleine mer pour trier les migrantEs qui pourraient ainsi ensuite être expulsés directement... Le ministre des Affaires étrangères autrichien suggère lui d'utiliser des îles. Il propose que «l'UE pose un principe clairement : ceux qui essaient d'entrer illégalement en Europe doivent perdre leur droit à y demander l'asile». Bref, la fin même du principe de l'asile.

Pendant ce temps, en France...

La France fait pire que la plupart des pays européens. L'équivalent du public du stade de France, voilà ce qu'en ces temps de kermesse footballistique, le gouvernement voudrait présenter comme sa prouesse annuelle ! Un peu plus de 80 000 dossiers de demande d'asile ont ainsi été étudiés par l'Ofpra en 2015, selon son rapport d'activité présenté le 8 juin. Cela représente une augmentation de 23,6% censée illustrer, côté communication, le volet «humanité» de la politique migratoire du gouvernement. Pourtant, comparé aux autres pays, ce chiffre est dérisoire. Dans le même temps, la hausse moyenne en Europe est de 123%. Il ne s'agit là que de dossiers d'enregistrement acceptés. L'Ofpra se félicite que le taux d'accords de protection ait lui aussi augmenté. Globalement, 31% des demandeurs ont obtenu une protection, un «statut», leur permettant de rester légalement en France, encore là loin du niveau moyen en Europe (51%). Cela signifie que 70% des migrantEs demandant l'asile en France ne l'obtiennent pas. Derrière les pourcentages, il y a des vies : plus de 50 000 hommes et femmes ont été expulsés ou transformés en clandestins l'année dernière. Encore faut-il préciser que près du quart des protections accordées sont des «protections subsidiaires», statut limité et temporaire.

Le HCR vient de publier les chiffres de la tragédie. Il y a eu plus de 10 000 migrantEs morts en Méditerranée depuis 2014. Oui l'Europe forteresse massacre. Et la France est un de ses meilleurs élèves...
Denis Godard

Au moins trois femmes sont tuées par jour (5406 femmes ont été tuées entre 2002 et 2015), la plupart par leur mari ou ex-mari à cause de demandes de divorce. La seule chose que le gouvernement a fait contre le féminicide ou la violence a été de promulguer des lois qui renforcent la famille, rendent le divorce plus difficile, et affaiblissent la situation des femmes. Et la justice couvre le meurtre de femmes en toute impunité. En 2011, l'AKP a transformé le ministère des Femmes et de la famille en ministère de la Famille. Du droit des femmes, ils sont passés à la protection de la famille et des femmes comme groupe vulnérable. Bien que qu'ils aient tenté de rendre illégal l'avortement, ils ne pouvaient pas l'interdire à cause de l'opinion publique. Après que Erdogan a déclaré en 2002 que «l'avortement c'est le génocide» et que «le contrôle des naissances ne peut pas être compatible avec la structure de la famille musulmane», l'avortement et les contraceptifs sont devenus presque inaccessibles, car dans beaucoup d'hôpitaux publics, les médecins refusent l'avortement ou la contraception à cause de la pression du gouvernement. Cette politique correspond à leur projet de société qui fait porter le poids du travail et des responsabilités domestiques totalement sur les femmes et qui les considère comme des êtres humains précieux à condition qu'elles donnent naissance à des enfants. Récemment, Erdogan, qui incite souvent les gens à avoir au moins trois enfants, a prétendu que

TURQUIE La guerre permanente du gouvernement contre les femmes

Le gouvernement AKP mène une guerre sanglante contre les femmes en Turquie. Toutes les formes de violences contre les femmes ont augmenté de 1400% depuis que l'AKP est arrivé au pouvoir en 2002.



En juin 2012, une manifestation de femmes à Istanbul pour le droit à l'avortement. DR

les femmes qui préfèrent ne pas avoir d'enfants ou ne pas gérer leur foyer, seraient «déficientes»...

Plus autoritaire, plus patriarcal...

En mai 2016, une commission parlementaire a proposé une série de mesures qui bloqueraient les démarches des femmes qui cherchent à mettre fin à un mariage, même quand elles sont exposées à la violence. Le rapport recommande des séances obligatoires avec un intermédiaire professionnel dans les cas de violences domestiques ou de divorce, exige des audiences à huis clos afin de «protéger l'intimité de la famille» (ce qui empêcherait les militantes féministes d'être présentes

au tribunal) et propose d'introduire une limitation dans le temps pour la pension alimentaire. Le rapport recommande que des conseillers religieux interviennent dans les affaires de divorce afin de réconcilier les couples... Problème pourtant très grave en Turquie, l'attitude à la fois du gouvernement et des médias à l'égard de l'abus des enfants a été de dissimuler les faits et d'individualiser les problèmes en n'inculpant que des individus présentés comme des «pervers». Après la révélation récente d'une affaire où des enfants avaient été violés pendant des années dans une école gérée par une fondation islamiste pro-gouvernementale, le

gouvernement a nié la responsabilité de l'État et le ministre de la famille a déclaré : «Un seul incident ne devrait pas servir de prétexte pour dénigrer une institution qui est connue pour ses services»...

Selon le rapport de la commission parlementaire sur le divorce, l'âge légal du mariage, actuellement 18 ans, devrait passer à 15 ans, et si des mineurs de moins de 15 ans ont des rapports sexuels avec des adultes et décident de se marier, alors il n'y aura aucune accusation de pédophilie.

Le gouvernement dirigé par Erdogan a entrepris de nombreuses démarches pour changer l'État et la société dans un sens plus autoritaire et patriarcal. Pour eux, l'oppression des femmes et leur relégation à des rôles de genre traditionnels, en plus de leur exploitation au travail, sont une condition nécessaire pour la naturalisation d'autres formes d'inégalités. Si les suggestions de la «commission sur le divorce» sont adoptées, les femmes et les enfants perdront beaucoup de droits concrets, et avec eux, toutes les personnes opprimées. Le danger est grand.

D'Istanbul, la commission femmes de Yeniyol (Traduction de Ross Harrold)

LES CAPITALISTES BRITANNIQUES ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Dès 1949, Winston Churchill, dirigeant du Parti conservateur, à l'époque dans l'opposition, a été un des premiers à se déclarer en faveur des « États-Unis d'Europe ». Il soutenait l'unification et l'intégration de l'Europe... mais ajoutait que cela ne pouvait en aucune façon s'appliquer à la Grande-Bretagne à cause de l'Empire et de son « rôle sur la scène mondiale » en tant que grande puissance militaire et commerciale.

Dans les années 1960, le réveil sera rude. Souvent contraint et forcé, l'empire est abandonné et le déclin économique du pays devient de plus en plus évident, relatif à la croissance de l'Allemagne et à celle d'autres pays européens. Enfin, le fiasco de l'invasion franco-britannique du canal de Suez en 1956 et le « veto » des USA et de l'URSS mettront fin aux illusions que certains Britanniques avaient encore en leur rôle de superpuissance militaire.

L'adhésion à la CEE

La Grande-Bretagne se dépêche de demander l'adhésion à la CEE. Elle sera refusée deux fois, la deuxième par un veto de De Gaulle qui craignait (peut-être avec raison) que sa politique étrangère ne soit pas indépendante des USA. En 1973, l'adhésion est acceptée mais ce ne sera pas la fin des tensions, ni avec le reste de l'Europe ni au sein du Parti conservateur et du capital britannique.

Dans les premières années, les capitalistes britanniques pensent pouvoir compenser les paiements au budget de la CEE par une augmentation de leurs exportations. Mais la baisse continue de la compétitivité de l'industrie britannique et une augmentation de l'importation de marchandises européennes ne font que creuser le déficit.

Thatcherisme

En novembre 1979, quelques mois après son élection comme Premier ministre, Margaret Thatcher déclare au sommet européen de Dublin « I want my money back »



Thatcher, plus de libéralisme et moins d'Europe. DR

(Je veux que l'on me rende mon argent)... Dans les sondages, 40% de l'électorat britannique sont prêts à se retirer de l'Europe en l'absence d'un accord. C'est le début d'une longue période de crispation avec l'Europe.

Les années 1980 sont aussi le développement par Thatcher d'une politique néolibérale : moins d'État, moins de social, moins de « charges ». Elle s'oppose alors à tout ce qui s'apparente à une politique sociale, à des « contraintes » en matière de droits sociaux, etc. Nettement moins pro-européen que son prédécesseur, Thatcher se tourne davantage vers son ami et co-promoteur du tournant néolibéral, Ronald Reagan, réveillant ainsi la vieille division au sein du capital britannique entre europhobes et atlantistes.

Pourquoi la division ?

Parmi les raisons de la division actuelle entre les « in » et les

« out », il existe effectivement des intérêts divergents entre les capitalistes qui commercent davantage avec l'Europe et ceux qui sont davantage tournés au-delà de l'Atlantique vers les Amériques et au-delà vers l'Asie de l'Est et le marché global. Il y a aussi les grands patrons des médias qui sont peu liés à l'Europe et sont pour beaucoup d'entre eux pour le Brexit.

Néanmoins un sondage montre que les trois quarts des patrons des grandes entreprises britanniques, les grandes banques et la City de Londres, sont pour le « in » ainsi que les deux grandes confédérations patronales. Comment expliquer alors qu'entre un tiers et la moitié des députés conservateurs, un quart des ministres et un tiers du cabinet sont pour le Brexit ? La principale raison s'appelle UKIP (« le parti pour l'indépendance du Royaume Uni »).

Pendant des décennies, en Grande-Bretagne, il a existé différents partis anti-européens mais qui n'ont jamais décollé. Aux dernières élections européennes, UKIP est arrivé premier avec 25% des voix, et aux législatives, avec un système qui lui était très défavorable, il a obtenu 12%. Avec l'éclatement de la crise en 2008, UKIP, avec un discours raciste contre les musulmans, les Roms, et les réfugiés, a su capter les voix de millions de personnes, profitant, comme ailleurs en Europe, d'une déception vis-à-vis de la politique social-libérale menée par la gauche.

L'original et la copie

Voyant que de plus en plus d'électeurs mais aussi de députés conservateurs se tournaient vers UKIP, Cameron a dû concéder la tenue d'un référendum. Il a beau chercher depuis à rivaliser en discours antimigrants et à négocier la réduction des droits des citoyens de l'UE qui arrivent en Grande-Bretagne, on en revient à l'histoire de l'original et de la copie, travaillé par un UKIP qui pousse à chaque fois un peu plus loin.

En tout cas, le Parti conservateur continuera sans doute à se déchirer, quel que soit le résultat du vote. Les pronostics sur les conséquences d'un Brexit et ce déchirement divisent nos camarades britanniques. Un renforcement des forces réactionnaires dans le pays ou la possibilité pour la gauche de reprendre l'initiative ? L'avenir nous le dira.

LA GAUCHE BRITANNIQUE FACE À L'EUROPE

Aujourd'hui, face au référendum, tous les députés travaillistes – sauf sept – sont en faveur du « in ». La situation n'a pas toujours été celle-ci.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la direction du Parti travailliste, comme celle des Conservateurs, était très hostile à l'idée d'un rapprochement avec l'Europe, cela avec la même argumentation nationaliste, voire impérialiste, insistant sur le fait qu'ils devaient garder leur propre arme nucléaire afin de continuer à tenir leur rang parmi les trois superpuissances. Seule la gauche du parti, dont les anciens de l'ILP, étaient pour une Europe unie.

Premier référendum...

Trente ans plus tard, la situation avait déjà beaucoup évolué. En 1973, les conservateurs avaient

négocié l'entrée à la CEE. En 1974, les travaillistes ont emporté les élections après quatre années de luttes sociales massives et deux grèves des mineurs victorieuses. En 1975, la direction du parti a organisé un référendum afin de réaffirmer l'adhésion. Contrairement à aujourd'hui, le Parti conservateur était très uni et les travaillistes très divisés sur l'Europe. Ceux-ci avaient donc besoin de trancher la question... en s'appuyant sur la droite.

Le résultat fut une large victoire pour le « oui » (67% contre 33%), mais toute la gauche travailliste, très importante à l'époque, la quasi-totalité des syndicats et toute la gauche radicale et révolutionnaire avaient voté « non ». À part la campagne internationaliste des révolutionnaires, l'ensemble de la campagne pour le « non » était plus que teintée de nationalisme. Un nationalisme de gauche, c'est-à-dire le souverainisme des réformistes pour qui le changement ne peut être introduit que par en haut et par un État souverain et indépendant.



De Blair à Corbyn, l'Europe toujours... DR

Pendant les années Thatcher

Depuis 1975, les positions ont de nouveau beaucoup évolué. Les années Thatcher ont pesé lourdement sur le mouvement ouvrier. Cette période de défaites, de lois antisyndicales et de démolition, expliquent sans doute pourquoi le mouvement syndical s'est tourné de manière assez désespérée vers l'Europe et la

promesse de mesures sociales et de nouveaux droits qui pourraient s'imposer aux Conservateurs, se sentant incapables de les imposer lui-même.

Le Parti travailliste, après 18 ans dans l'opposition, s'était converti au social-libéralisme et en 2015, la gauche du parti, dont Jeremy Corbyn, était réduite à une poignée. Opposant depuis

longtemps à l'Union européenne, il avait affirmé pendant sa campagne pour devenir dirigeant du parti que Cameron ne pouvait pas s'attendre à un soutien automatique du Parti travailliste au vote « in ». Peu après son élection, il change sa position, et se déclare aujourd'hui en faveur du maintien dans l'UE, pour un « in » critique et pour une autre Europe. Quant aux syndicats, la confédération nationale, le TUC, est pour le « in », ainsi que la grande majorité des syndicats.

Le Parti national écossais (SNP) est unanimement pour rester, même s'il souhaite sans doute en privé que le Brexit l'emporte... car cela leur donnerait un prétexte pour exiger un nouveau référendum sur l'indépendance.

Une gauche radicale et révolutionnaire divisée

Une partie de la gauche est pour le Brexit et s'est regroupée dans une campagne qui s'appelle Lexit – Left Leave. Elle est composée du Socialist Workers Party, du Parti communiste (GB), et du

syndicat RMT (Rail, Maritime and Transport Union), The Indian Workers Association et Counterfire qui comprend plusieurs animateurs de la Coalition Stop the War. Parmi les intervenants dans les meetings, on trouve des personnes comme Tariq Ali ou Alex Gordon, ancien président du RMT. Enfin, une autre organisation, le Socialist Party (CIO) fait aussi campagne sur des bases similaires pour le Brexit.

Quant au choix de rester dans l'UE, la plupart des forces de la gauche radicale se trouvent dans la campagne « Another Europe is possible ». Parmi les animateurs de cette campagne, on trouve Left Unity (le regroupement initié par Ken Loach), le Green Party, et la gauche du Parti travailliste, dont le groupe Momentum fondé par des soutiens de Jeremy Corbyn. Parmi les porte-parole de cette campagne, on trouve Yanis Varoufakis, John McDonnell, le bras droit de Corbyn, et Caroline Lucas, députée des Verts. C'est à ce regroupement que Socialist Resistance apporte un soutien critique.

Le 23 juin aura lieu au Royaume-Uni un référendum pour décider si le pays reste dans l'Union européenne ou s'en retire. Le pays est profondément divisé sur cette question et les derniers sondages montrent les deux camps au coude à coude, avec un léger avantage tantôt pour le « stay in » (rester dans l'UE), tantôt pour le Brexit (en sortir).

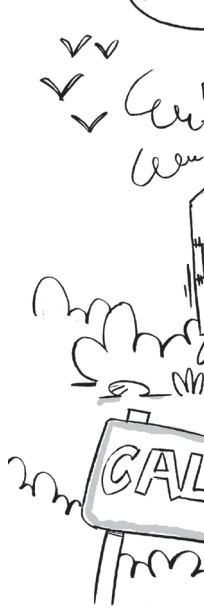
L'accentuation de ces divisions et le choix du Premier ministre David Cameron d'organiser aujourd'hui un référendum sont en grande partie dues au renforcement de l'aile droite réactionnaire et eurosceptique de son parti (le Parti conservateur) et à la pression de UKIP, un parti populiste, réactionnaire et très raciste qui a fait une percée importante ces dernières années. Cependant, les divisions sur l'attitude vis-à-vis de l'Europe ne datent pas d'aujourd'hui et comme nous essaierons de montrer dans ce dossier, les positionnements ont souvent évolué, ceux de la droite, et plus particulièrement au sein du grand capital, mais aussi dans la gauche politique et syndicale.

Enfin, sur la question du référendum, la gauche radicale est aussi divisée sur la réponse à donner. Pour mieux éclairer la nature de ce débat, nous avons donc invité deux camarades à expliquer les raisons du choix de leurs organisations respectives, l'une pour le « stay in », l'autre pour le Brexit. Dossier réalisé par Ross Harrold

BI
NO

LES ANGLAIS

BO
NOU



Un

anti

BREXIT OR T BREXIT...

S FAVORABLENT A UNE SORTIE DE L'EUROPE



Une réponse anticapitaliste?

TRIBUNE POUR UN « LEXIT », UNE SORTIE DE GAUCHE



Le débat sur le référendum en Grande-Bretagne est dominé des deux côtés par des arguments pro-business et anti-immigrés. Dans ce contexte, le SWP a développé des arguments pour une position indépendante de gauche, en faveur d'une sortie.

Il existe des raisons puissantes de s'opposer à l'UE. La plus évidente est la façon dont elle a traité plusieurs pays de l'Europe du Sud depuis le début de la crise économique.

L'UE a été en première ligne pour imposer l'austérité en Grèce et ailleurs. Lors de la dernière phase du programme de sauvetage grec, nous avons assisté au spectacle du gouvernement de Syriza, applaudi par l'UE, taillant en morceaux les retraites. Au moment même où la mesure était votée au Parlement, et soutenue par le parti de droite et les Grecs Indépendants, dehors (sur la place Syntagma) la police anti-émeute attaquait les manifestantEs à coups de gaz lacrymogène. Cela illustre la version brutale de la mise en place du néolibéralisme par l'UE. Prenez aussi par exemple le « pacte fiscal » qui impose des limites automatiques aux dépenses des gouvernements européens, ou bien la succession de traités de commerce néolibéraux, dont le TAFTA n'est que le plus infâme, négocié actuellement en secret par l'UE.

L'Europe forteresse

L'UE a toujours été un projet capitaliste. Mais aujourd'hui, l'UE fonctionne ouvertement dans les intérêts des grandes puissances européennes, des grandes sociétés et des banques. Loin d'assurer la paix en Europe, elle est empiétrée dans les rouages de l'impérialisme, comme en témoigne la poussée coordonnée par l'UE et l'Otan en Europe de l'Est.

Même la liberté de travailler et d'étudier à l'étranger accordée par l'UE, ne l'est qu'à un prix important. La coordination des frontières de l'Europe a créé une « Europe forteresse » qui nie la liberté de circulation à celles et ceux qui n'ont pas la chance d'être des citoyens de l'UE.

Encore une fois, c'est la Grèce qui est en première ligne. Récemment, le gouvernement grec a évacué le camp de réfugiés non officiel d'Idomeni, qui se trouve sur la frontière macédonienne, interdisant aux journalistes de s'approcher du camp pendant que la police a forcé sa population à intégrer des camps officiels. L'action faisait partie du pacte avec la Turquie, accompagné d'un durcissement de la répression des migrantEs, tandis qu'à l'heure actuelle, seuls 177 des 2,7 millions de Syriens coincés en Turquie ont été accueillis en Europe.

L'UE peut-elle être réformée?

Devant ce constat, le SWP s'est joint à ceux qui s'identifient comme des opposants internationalistes à l'UE pour lancer Lexit: The Left Leave Campaign (la Campagne pour une sortie de gauche).

Nous sommes confrontés à deux arguments venant de la part d'autres forces de la gauche. Le premier argument affirme que l'UE peut être réformée. Cette idée est défendue par le dirigeant de gauche du Parti travailliste, Jeremy Corbyn. Bien qu'il ait été historiquement un opposant de l'UE, il a conclu un accord, assez tôt après son élection comme

dirigeant, avec la droite du Parti très majoritaire parmi les députés du Parlement, pour faire campagne en faveur du vote pour « rester » dans l'UE.

Cependant, je n'ai pas encore entendu quelqu'un nous proposer une méthode pour réellement réformer l'UE. Celle-ci est remplie de bureaucraties non élues qui encadrent des institutions comme la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Les décisions clés de l'UE sont prises après des marchandages entre les différents gouvernements nationaux qui se réunissent dans le Conseil européen.

Il n'existe aucun forum pan-européen, démocratique et crédible, qui puisse pousser pour des réformes. Le Parlement européen qui n'a même pas le droit de proposer des lois, ne peut certainement pas remplir cette fonction. Changer fondamentalement les choses signifierait la réécriture des traités de l'UE, ce qui nécessiterait un accord des 28 États membres.

Si la gauche gagnait dans les 28 pays, nous ne réformerions pas l'UE : nous construirions des institutions authentiquement internationalistes pour promouvoir les intérêts des travailleurEs. Par ailleurs, la possibilité d'une marée montante de forces de gauche pro-UE capable de transformer les institutions de l'Europe est morte dans les rues d'Athènes. Est-ce que Syriza est en train de remodeler l'UE? Ou est-ce l'inverse? Il est temps de commencer à traiter l'UE comme nous traitons le FMI ou l'OMC : comme une institution capitaliste

néolibérale que nous devrions abolir et non réformer. Cela signifie que les pays doivent voter pour la quitter.

Les conséquences d'un Brexit, l'affaiblissement du capital et de l'impérialisme

Le deuxième argument est qu'un vote pour le Brexit déplacerait le curseur de la politique vers la droite. Une sortie, nous dit-on, nous laisserait à la merci d'un gouvernement dirigé par Boris Johnson, le conservateur qui dirige la campagne pour le Brexit. Je ne vois pas bien pourquoi Johnson est considéré comme pire que David Cameron. La gauche radicale est peut-être petite, mais réduire nos attentes au niveau de vouloir soutenir une aile du Parti conservateur contre une autre pousse le pessimisme à un niveau encore jamais atteint. De toute façon, un déplacement à droite est loin d'être inévitable. Le débat sur l'UE est en train de déchirer le Parti conservateur. Le résultat en a déjà été l'annulation de beaucoup d'attaques récentes du gouvernement.

Si la Grande-Bretagne vote pour sortir de l'UE, cela affaiblira non seulement le capital et l'impérialisme mais il provoquera aussi la démission de David Cameron comme Premier ministre. Quel que soit son successeur, il ou elle héritera d'un gouvernement profondément divisé, d'un gouvernement qui aura beaucoup de mal à rester au pouvoir. Cela donne la possibilité d'élections que Corbyn devrait gagner, ce qui créerait un terrain bien plus favorable pour la lutte contre l'austérité et le racisme.

La gauche devrait se réjouir de cette perspective et chercher à formuler les arguments socialistes pour une sortie.

Joseph Choonara (membre de la direction du Socialist Workers Party)
Intertitres de la rédaction

TRIBUNE CONTRE LE RACISME, POUR UN VOTE « STAY IN » CRITIQUE



Le Parti conservateur actuellement au pouvoir en Grande-Bretagne est profondément divisé et en crise au moment où nous nous approchons du référendum sur l'adhésion à l'Union européenne le 23 juin...

Le Premier ministre Cameron avait promis le référendum pendant la campagne des élections parlementaires de l'année dernière afin de récupérer des voix qu'il perdait au profit de UKIP dans une situation où il ne s'attendait pas à gagner les élections. Il doit actuellement regretter ce minable petit jeu opportuniste car le résultat du référendum est loin d'être certain.

La campagne dominante pour le Brexit est un étalage nauséabond de racisme et de xénophobie, et cela empire de jour en jour. C'est un référendum d'abord et avant tout sur l'immigration. Pour les conservateurs et UKIP, l'UE est remplie d'étrangerEs, et ils n'en veulent pas ici... Un vote pour la sortie sera vu avant tout comme un vote contre l'immigration, alors que des migrantEs se noient

par dizaines de milliers dans les mers Méditerranée et Adriatique. Dans ces conditions, cet article – et c'est la position de Socialist Resistance – argumente en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE lors du référendum afin de s'opposer à une montée de plus en plus forte du racisme et de la xénophobie.

La gauche radicale divisée

Les deux organisations les plus importantes, le SWP et le Socialist Party (CIO) font campagne pour le Brexit, et une série d'organisations plus petites, dont Socialist Resistance et Left Unity, font campagne pour rester dedans, aux côtés du Parti des Verts, du Parti National Écossais (SNP) et de Plaid Cymru (les indépendantistes du Pays de Galles).

Jeremy Corbyn fait aussi campagne pour rester dans l'UE, sur des bases

similaires, c'est-à-dire avec un positionnement de gauche très différent de celui de Cameron : pour une Europe sociale, pour une Europe des peuples, etc.

Il existe deux campagnes de la gauche radicale pour le Brexit : une qui comprend le SWP et le Parti communiste (GB), et l'autre du Socialist Party sur la même base politique. Ces deux campagnes ont été noyées par la droite xénophobe, et n'ont aucune visibilité dans le référendum. Malheureusement, les conditions n'existent pas dans ce référendum pour qu'il puisse y avoir une campagne de gauche progressive et crédible pour la sortie, avec des forces significatives qui la soutiennent et qui pourrait avoir un profil distinct de la campagne de droite.

Les deux campagnes de la gauche radicale pour la sortie fondent leur position sur la nature réactionnaire

et anti-ouvrière de l'UE, le rôle joué par celle-ci en Grèce en étant la meilleure démonstration. Et bien sûr, ils ont raison. L'UE est une structure réactionnaire et anti-ouvrière, qui a effectivement appauvri la nation grecque entière sur l'autel du sauvetage de l'euro et la poursuite du projet néolibéral de l'UE. Cela est absolument vrai et j'ai déjà écrit de multiples fois à ce sujet.

Les conséquences d'un Brexit, une poussée réactionnaire

Le problème est que ceci ne prend nullement en compte les conséquences politiques dangereuses d'un vote pour la sortie, ainsi que les conséquences pour le mouvement ouvrier.

Un vote pour le Brexit, dans ces conditions orienterait la situation politique en Grande-Bretagne très nettement à droite. Cela renforcerait UKIP et la droite du Parti conservateur, et entraînerait peut-être un réalignement profondément réactionnaire entre les deux. Cameron ne serait plus là, certes, mais celui qui le remplacerait serait un xénophobe populiste de droite

qui interpréterait le vote pour le Brexit comme un mandat direct pour de nouvelles mesures draconiennes, en particulier contre l'immigration.

Ce ne serait pas un Brexit dirigé par un gouvernement cherchant à rompre avec les politiques néolibérales et les contraintes de l'UE. Ce serait un Brexit dirigé par des populistes et des xénophobes de droite dans le cadre d'un programme de droite raciste.

De toute façon, le fait d'être par principe en faveur de la sortie de l'UE ne signifie pas voter pour une sortie, quelles que soient les circonstances ou les conséquences. Nous devons être guidés non seulement par des principes généraux, mais par ce qui sert au mieux les intérêts du mouvement, ici et maintenant, en riposte contre l'austérité.

Il faut aussi souligner qu'un vote pour le Brexit mettrait les 2,2 millions de citoyens de l'UE qui habitent la Grande-Bretagne dans une situation très vulnérable. C'est quelque chose dont la campagne pour le Brexit de gauche – et de manière insouciance – ne tient absolument pas compte.

Jouer avec le feu

Les défenseurs d'un Brexit de gauche devraient réfléchir très sérieusement aux conséquences d'un vote pour une sortie dans un référendum tel que celui-ci. Ils jouent avec le feu quand ils disent, et ils le disent effectivement, qu'un vote pour le Brexit ouvrirait des opportunités pour la gauche et mènerait à un gouvernement Corbyn. Cela n'a pas de sens. Au mieux, c'est un pari risqué énorme. Quand une victoire pour la droite a-t-elle déjà ouvert des opportunités pour la gauche? En fait, le terme « sortie de gauche » est un nom mal approprié. C'est une contradiction dans les termes, puisqu'aucune « sortie de gauche » n'est disponible. La seule sortie proposée est une sortie de droite dominée par les xénophobes dans le cadre de leur programme. Les animateurs des campagnes de la gauche radicale pour le Brexit commettent une lourde erreur, et ils devraient bien y réfléchir.

Alan Thornett (membre de la direction de Socialist Resistance)
Intertitres de la rédaction

SAINT-DENIS (93) Après le drame, des questions... et des responsables?

Lundi 6 juin 2016, le feu ravageait en quelques heures un immeuble de 17 logements, rue Paul-Eluard...

Deux personnes ont sauté par les fenêtres, d'autres se tenaient avec les enfants aux fenêtres pour respirer dans l'attente des secours. L'intervention des pompiers n'a pu sauver tous les habitants des derniers étages avant que les plafonds ne s'effondrent. Bilan : 5 mortEs, dont une mère et ses trois enfants, et 11 blesséEs, dont deux graves. Tous le voisinage et au-delà a été secoué par ce tragique événement. Le lendemain, un hommage spontané au pied de l'immeuble était organisé par des associations (DAL, RSL, COPROlibres) et qui a réuni des habitantEs du quartier, du tissu associatif dyonisien, ainsi que de nombreux jeunes collégiens et lycéens. C'est de ces derniers qu'a émané l'appel à une marche blanche pour rendre hommage aux disparuEs le dimanche 12 juin 2016.



Cinq mortEs... sans responsable? PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Un drame, deux problèmes

Immédiatement, c'est l'urgence de l'accueil de toutes les personnes qui viennent de subir un traumatisme de cette ampleur et la mise en œuvre de moyens conséquents. Ce qui signifie une action concertée de tous les pouvoirs publics – ville, Conseil général, État – et la réquisition immédiate d'un lieu unique. Cela aurait permis aux familles de rester ensemble, excluant de toute prise en charge des personnes sans papiers en situation de squat. Les familles ont été dispatchées, renvoyées pour une partie d'entre elles à des solutions individuelles. Pour d'autres, elles sont «aidées» à faire valoir des nuits d'hôtel par les assurances, avec tout le dérisoire de ce type de solution (quelques nuits, et après?).

Problème de fond, la persistance d'un habitat insalubre et dangereux – près de 40% des immeubles du centre ville de Saint-Denis – et sa gestion par la ville. Si les causes de cette insalubrité sont multiples, la certitude est que cela fait le jeu des marchands de sommeil, exploités de la misère, et d'une spéculation immobilière éhontée qui s'intéresse d'autant moins au facteur humain que l'appât du gain et du profit grandit avec la réalisation future du Grand Paris.

Dans les deux jours qui ont suivi, deux autres incendies se déclaraient à Saint-Denis : l'un près de la Porte de Paris, rue Gabriel Péri, l'autre rue Denfert-Rochereau. Heureusement, il n'y eu pas de morts, mais encore des familles renvoyées à la précarité des hébergements d'urgence.

Correspondante

SNCF

Une grève attendue depuis deux ans

Mi-février a été publié par le gouvernement un premier «décret socle» pour fixer les nouvelles conditions de travail. À la suite de celui-ci doit être mis en place une convention collective entre le patronat du transport et les syndicats, puis enfin des accords d'entreprises, notamment à la SNCF. Une déclinaison de la loi travail à la SNCF avec une remise en cause sans précédent des conditions de travail des cheminotEs (nombre de repos, encadrement de ceux-ci, flexibilité).

Le lien est évident : des dispositions de la loi travail s'appliquent ou s'appliqueront à court terme à la SNCF (hiérarchie des normes, validité des accords d'entreprise, etc.).

Un mouvement long

Si la mobilisation a commencé en même temps que la loi travail, il y a trois mois, le rythme de mobilisation à la SNCF n'a pas été le même. Rapidement, la question de la grève reconductible a été posée. Suite à de nombreuses grèves de 24 heures, le mouvement de grève reconductible a démarré le 18 mai. D'abord à l'appel de Sud Rail, puis à partir du 31 mai de la CGT.

Depuis bientôt un mois, il y a à la SNCF de nombreux cheminotEs en grève qui participent quotidiennement aux assemblées générales, ce qui en fait un des mouvements les plus longs qu'ait connus l'entreprise. La grève se maintient avec des taux de grévistes qui peuvent être très forts dans certains métiers, comme chez les conducteurs (50% voire plus). Cette fois-ci, la mobilisation est un peu plus forte en Île-de-France qu'en régions. Le mouvement combine une radicalité et un ras-le-bol qui dépassent en partie la loi travail, et dont on avait déjà pu apprécier l'étendue à l'automne, notamment par la popularité suscitée par «l'affaire» de la chemise du DRH d'Air France. C'est donc l'exaspération contre les politiques d'austérité qui s'exprime sur des questions éminemment concrètes : nos conditions de travail et de vie.

Dissensions au sommet

Pour tenter de désamorcer cette grève, le gouvernement tente depuis le début de la déconnecter de la



Photo de famille cheminote après la manifestation du jeudi 9 juin à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MB

loi travail, appuyé pour l'occasion par les principales bureaucraties syndicales de la SNCF. Ainsi, une pression a été exercée sur la direction de la SNCF, qui a même été mise de côté par le gouvernement, pour la négociation de l'accord d'entreprise. La CFDT s'est précipitée pour expliquer que «grâce à leur négociation», ce dernier était à la hauteur du RH 077, voire mieux ! Totallement faux : l'accord prévoit par exemple un article 49 qui introduit l'équivalent de l'article 2 de la loi travail sur l'inversion de la hiérarchie des normes ou encore met en place un délai de prévenance qui permettra à l'entreprise de modifier les journées de travail la veille pour le lendemain et les horaires de travail jusqu'à une heure avant la prise de service. Plus flexible, ce n'est pas possible...

De plus, avec la loi travail, un accord d'entreprise ne sera valable que 5 ans et dénonçable à tout moment par l'entreprise. Or, si l'accord d'entreprise est jugé «trop avantageux» par rapport à la concurrence, basée sur le décret socle et la convention collective, les cheminotEs SNCF seront vite considérés comme «pas

assez concurrentiels» et l'accord d'entreprise sera encore revu à la baisse. Il est évident que le décret socle et la convention collective doivent reprendre le meilleur de la réglementation du travail pour l'ensemble des cheminotEs, qu'ils soient du public ou du privé.

Chantage patronal

En faisant mine de lâcher du lest sur l'accord d'entreprise, le gouvernement tente de calmer la contestation afin de préserver la loi travail. Le tout est accompagné d'un chantage odieux dont seuls les patrons ont le secret : les syndicats qui ne signent pas l'accord d'entreprise pourront toutefois le signer à tout moment, à la condition qui ne l'aient pas dénoncé. S'ils l'ont dénoncé, ils ne pourront pas intervenir dans les «négociations locales», laissant la CFDT et l'UNSA qui représentent 30% des voix des salariéEs, faire ce qu'ils veulent avec la direction. Il est hors de question d'accepter cet accord d'entreprise au rabais, de plus sous la menace de ce chantage. CGT et Sud-Rail réunis doivent non seulement ne pas signer la convention collective et l'accord d'entreprise mais également les dénoncer, ce qui obligerait le gouvernement et la direction de la SNCF à revenir à la table des négociations. C'est ce qui ressort des nombreuses motions votées dans les assemblées générales.

Voyant que la grève ne faiblissait pas, le gouvernement a fait

planer le doute sur la réquisition des cheminotEs pour le lancement de l'Euro. Cette intimidation avait pour objectif de montrer à celles et ceux qui relèvent la tête que ce gouvernement est prêt à tout pour étouffer la contestation. En brandissant cette menace, il a surtout rajouté de l'huile sur le feu.

Et la convergence des luttes ?

Le rythme d'une grève reconductible ne correspond pas au rythme des journées d'action, mises en place par les confédérations, d'autant que celles-ci peuvent être espacées de 20 jours. Si à cela on ajoute que ceux qui sont prêts à partir en grève reconductible, comme à la SNCF ou dans les raffineries, ne le font pas de manière coordonnée, on peut aisément comprendre que construire la convergence des luttes est un combat de tous les instants. C'est pourquoi, dans plusieurs gares, des cheminotEs n'hésitent pas à s'adresser aux collègues de la RATP ou d'autres transports urbains, des raffineries, de l'automobile, des déchetteries, d'ErDF ou plus largement aux usagers dont l'accueil est bien plus encourageant que ce que l'on peut voir dans les médias. C'est dans ce sens qu'il faut militer. Enfin, il est également primordial de favoriser tout ce qui peut aller dans le sens d'une auto-organisation de la lutte. En 2014, sur l'Île-de-France par exemple, avait été mis en place une «AG des AG» qui réunissait régulièrement des cheminotEs, syndiqués et non syndiqués, de différentes gares. Cette fois-ci, preuve que chaque expérience enrichit la suivante, ces rencontres se sont mises en place bien plus rapidement et à un niveau supérieur. Des cheminotEs des différentes assemblées générales se réunissent régulièrement à la Bourse du travail de Paris. Dans plusieurs gares, des comités de mobilisation ont été aussi mis en place qui, bien qu'encore modestes, tentent de faire vivre la grève au quotidien. Un acquis précieux de la mobilisation de ce printemps.

Basile Pot

GRAND ROUEN Non à une autoroute de plus !

Méthodiquement, les grands commis de l'État qui flinguent le rail mettent en place par tronçons un nouveau couloir à camions européen. Après Évreux, avant le sud de l'Eure, ils veulent relier l'A28 à l'A13 pour prétendument désengorger Rouen...

Depuis 16 ans, des membres de notre comité animent l'opposition à ce grand projet inutile. Lors de la réunion d'enquête publique à Louviers (27), 40 personnes, sur 200 présentes, ont parlé. Et seuls de rares notables ont appuyé les technocrates... Pour les opposantEs organisés, il y avait l'association «Non à l'autoroute», le NPA et EÉLV. Ces derniers ont d'ailleurs évolué : alors qu'ils nous reprochaient d'encourager l'usage de la bagnole en mobilisant autour de la suppression du péage d'Incarville, ils réclament

aujourd'hui sa gratuité. C'est une avancée. Le porte-parole des éluEs FdG à la communauté d'agglomération a lui dénoncé le double langage du président de droite qui, l'an dernier, a accepté un vœu voté à l'unanimité en faveur d'une «deux fois une voie sans péage avec un nouveau franchissement de la Seine»... et s'assied dessus aujourd'hui.

Face à celles et ceux qui criaient alors victoire, nous expliquions qu'il leur faudrait bien payer un jour le prix de la reconnaissance de «la nécessité d'une liaison A28-A13»...

Supprimer le péage

Une absence remarquée, celle du patron du PS départemental, le désormais célèbre Jamet grâce à *Merci patron!*. Y aurait-il des limites à sa maîtrise du double langage selon qu'il siège à la région ou à sa mairie de Val-de-Reuil ?

Entre Louviers et Rouen, 25 000 personnes vont chaque jour étudier, se soigner, se loger ou travailler. Pas besoin de déboursier un milliard pour supprimer bouchons et danger : l'A13 est là, il suffit de supprimer le péage d'Incarville et de raccorder à l'ouest au pont



DR

Flaubert à Rouen pour dix fois moins. Les échéances approchent : malgré les réticences de nombre d'opposantEs, il ne restera bientôt plus que l'action de masse pour se faire entendre.

Le NPA Seine-Eure

ENTRETIEN

« Il faut passer au blocage économique du pays, et de ce point de vue, le secteur des ordures ménagères est important »



Jeudi 9 juin, nous avons rencontré **Baptiste Talbot**, secrétaire général de la CGT des services publics, à l'usine de traitement et d'incinération des résidus urbains (TIRU) d'Ivry-sur-Seine (94). Cette usine est en grève depuis lundi 30 mai (cf. l'Anticapitaliste n°340).

AIR FRANCE Les pilotes en grève contre le plan Perform

Du 11 au 14 juin, les pilotes d'Air France ont pris la relève d'autres secteurs professionnels en grève pour des revendications catégorielles, mais dans le contexte de la lutte générale contre la loi El Khomri.

D'ailleurs, la plupart des syndicats de l'intersyndicale Air France (CGT, SUD Aérien, FO, SNPL, Alter, SPAF et la section PNC de l'UNSA) ont aussi appelé à la journée du 14 juin, même si, concrètement sur Air France, seuls CGT et Sud Aérien ont appelé à la grève.

Concernant la grève des pilotes, le gouvernement a aussi essayé de pousser la direction d'Air France à négocier rapidement pour désamorcer cette nouvelle grève à l'ouverture de l'Euro, comme il l'a fait il y a quinze jours avec les contrôleurs aériens qui ont obtenu des garanties d'embauches et 5% d'augmentation de salaires, comme avec les fédérations cheminots, même si là l'accord proposé est un marché de dupes.

La direction d'Air France a donc essayé, elle aussi de désamorcer la grève, mais sans succès. Il faut dire quand même que l'enjeu est un nouveau pas dans l'application du plan Perform 2020, visant à obtenir à nouveau de forts gains de productivité.

Ce plan touche toutes les catégories (personnel au sol, navigants commerciaux et techniques)

Les pilotes ont refusé fin mai le volet pilotes de ce nouveau plan d'augmentation d'heures de vol et de baisse des règles de rémunération. Les conséquences de ce plan, c'est en gros l'équivalent d'un mois de travail en plus par an avec la promesse d'une légère augmentation de rémunération. Des mesures identiques sont avancées dans l'accord en négociations actuelles avec les trois syndicats PNC.

Après le refus de cette signature, la direction a décidé la mise en œuvre unilatérale de mesures de restriction de salaires et d'augmentation des heures de vol qui avaient été acceptées en 2012 devant le chantage à la mort prochaine d'Air France avancée par De Juniac... Le SNPL refusait la mise en œuvre ayant cette fois compris que les chiffres catastrophiques annoncés par la direction était un montage pour obtenir l'accord des principaux syndicats de profondes attaques. Donc, la mise en œuvre de ces attaques est le point de départ de ce mouvement, mais beaucoup de revendications concernent tous les salariés de la compagnie, notamment l'exigence d'un plan de développement de l'activité avec des salariés Air France et non



Tous n'ont pas décollé ces derniers jours... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR

pas en déportant celle-ci vers KLM, Transavia ou les sociétés de sous-traitance, pour accroître les gains financiers. Il n'a malheureusement pas été possible de faire converger tous les syndicats pour une

action commune à partir du 11 juin. Seul Sud Aérien pour les personnels au sol de la plateforme de Roissy a appelé le 11 juin à partir en grève en même temps que les pilotes. **CorrespondantEs**

En 2015, une délégation de l'UL avait rencontré le nouveau maire de Pessac, Raynal (LR), pour poser le problème. Après un grand silence, la mairie nous a notifié en mars dernier une «fin d'occupation des locaux» d'ici le 30 juin... tout en nous indiquant des adresses de bureaux à louer. Ça tombe bien, plusieurs élus pessacais sont patrons d'agences immobilière! Face à cette provocation, les militantEs de l'UL ont décidé d'appeler à un rassemblement lors du conseil municipal du 30 mai. Comme nous le disons dans le tract distribué dans la zone industrielle, sur les marchés, dans les entreprises, «l'UL est un bien commun des salariés, des précaires, des retraités, des chômeurs sur une commune».

Nous nous sommes retrouvés à près de 150, avec les militantEs de différentes UL, de l'UD qui avait relayé l'appel, mais aussi du NPA, des élus PCF et Verts, et des organisations avec lesquelles nous avons faits des collectifs sur la ville contre le CPE, les retraites, pour défendre

PESSAC (33) L'UL CGT s'invite au conseil municipal

L'UL CGT de Pessac, qui existe depuis 1978, est menacée. Les locaux qu'elle occupe à titre gratuit vont être démolis et la mairie refuse tout relogement.



DR

les salariéEs de Solelectron, de Leader Price, etc.

Le maire préfère les patrons...

Vu le nombre, le maire a reçu une délégation de l'UL et de l'UD. Le discours a été clair : «loger une UL n'est pas de mon ressort. Je ne financerai pas la CGT!» Visiblement, le maire préfère dépenser l'argent public pour les patrons, comme les 5,5 millions d'euros pour

la rénovation de la ZI Bersol. Par contre, pas question de loger une UL qui défend les salariéEs des petites entreprises licenciés, assure de l'aide juridique gratuite contre les abus des patrons, permet à des syndicats de se monter, de se regrouper, etc.

Tout cela, nous l'avons redit directement dans la salle du conseil municipal envahie, ce qui a copieusement chahuté la séance. Au final, nous sommes partis tous ensemble en chantant l'Internationale, une première dans cette enceinte «solennelle». Pour tout le monde, ce premier mouvement est une vraie réussite et l'idée d'occuper après le 30 juin se renforce. On ne lâchera rien! **Correspondant**

TOULOUSE (31) La lutte, c'est pas du cinéma!

Depuis le mois de février, les salariéEs et précaires de l'exploitation cinématographique de Toulouse et sa région se mobilisent pour de meilleures conditions de travail, une reconnaissance de leur métier mais aussi contre la loi El Khomri.

Avec l'arrivée du numérique, les salles de cinéma et l'ensemble de la filière ont connu de grands bouleversements tant sur le plan technique qu'organisationnel. Dans un premier temps, les laboratoires argentiques, les stocks de films, les transporteurs, ont fermé les uns après les autres, puis, rapidement, ce sont les salariéEs des multiplexes (premiers équipés en numérique) et finalement la moyenne et la petite exploitation qui ont subi des vagues de licenciements et de précarisation.

Aujourd'hui les contrats de travail sont de plus en plus précaires (recours récurrent aux CAE, CUI, CDD), et on impose progressivement aux salariéEs une ultra-polyvalence. Il n'est pas rare de leur faire faire simultanément la caisse, la vente de confiserie, la projection, le travail administratif, le standard, l'accueil des invitéEs, la présentation d'une séance, l'ouverture des salles et le contrôle des billets... Autant de compétences et de souplesse qui ne sont ni prises en compte ni valorisées. Beaucoup se retrouvent isolés et avec de lourdes responsabilités.

Il faut rappeler qu'un cinéma peut être une entreprise SARL, indépendante ou issue d'une grande chaîne, une association ou une régie municipale. Par ces disparités de statuts, aucune convention collective commune, aucun accord de branche n'est appliqué à l'ensemble des salles.



À Toulouse, dans les manifs contre la loi travail. DR

Qualification, conditions de travail et égalité

Pour le mouvement des salariéEs des salles de cinéma, la loi travail à l'étude a été un déclencheur car elle ne fait qu'amplifier ces problématiques.

Comment soutenir les films plus fragiles et les coups de cœur des salles sans interactivité avec le public? De même, comment mettre en place l'échange et le débat autour des films avec le public après la projection, quand on doit nettoyer la salle et préparer la prochaine séance? Comment assurer des projections, résoudre les problèmes techniques, et assurer la sécurité des spectateurs? Comment faire tout cela quand on est seul et mal payé?

Le collectif demande qu'un diplôme soit exigé, que les grilles des conventions collectives soient recalculées et redéfinies en intégrant l'évolution de leurs métiers, qu'elles soient identiques pour toutes et tous, salariéEs du privé, de l'associatif et de la territoriale. Il demande aussi la prise en compte des horaires de travail décalés et leur revalorisation.

Marine

(collectif des SalariéEs et précaires de l'exploitation cinématographique de Toulouse et sa Région - collectif SPEC-TRE)

Quelle est la situation aujourd'hui?

Sur Paris, le TIRU, plus grosse usine de traitement des déchets de France, une des plus grosses d'Europe, est occupée depuis 12 jours par des éboueurs et égoutiers de la ville de Paris. Les sites de Saint-Ouen et d'Issy-les-Moulineaux ont été plusieurs fois à l'arrêt du fait de grèves des salariés des usines. Dans le même temps, les chauffeurs des camions-bennes chargés du ramassage des ordures sont en grève, ce qui fait qu'aucune benne de ramassage ne passe sur la moitié des arrondissements parisiens. En région, il y a eu des actions de blocage comme à l'incinérateur de Fos qui couvre notamment Marseille, dont les salariés sont en grève depuis hier. Sont également bloqués des centres de traitement des déchets dans le Gers, les Hautes-Pyrénées et en Ariège. À Saint-Étienne, les grévistes ont été contraints

d'arrêter la grève suite à une décision de la justice bourgeoise. S'ils ont obtenu quelques avancées sur les effectifs et les salaires, ils continuent à être mobilisés contre la loi travail.

Quelles sont les revendications plus spécifiques de la profession?

Cela tourne autour des conditions de travail, de la pénibilité, de l'âge de départ à la retraite. Mais c'est l'exigence du retrait de la loi travail qui est au cœur de la mobilisation. Il y a la dimension de la solidarité avec le privé, notamment en défense de la place des conventions collectives, mais aussi la compréhension qu'une fois le code du travail saccagé par le gouvernement avec l'appui du Medef, le statut de la fonction publique sera l'objectif suivant... comme le martèlent les candidats à la primaire à droite et Macron.

À ce propos, quelle est la place du privé dans la profession?

Sur Paris, la moitié des arrondissements sont en régie publique. Cela permet actuellement à la mairie de faire tourner les salariés des boîtes du privé plus largement sur le «secteur public». Bien sûr, il ne faut pas exclure que le privé entre dans le mouvement, mais de toute façon, le blocage et la grève des usines de traitement limitent les possibilités de contournement des grévistes, car les dépôts périphériques intermédiaires sont à saturation.

Pourquoi la grève dans le secteur public contre la loi travail démarre-t-elle trois mois après le début du mouvement?

Il y a eu une phase de mûrissement, puis la pétition, puis le 9 mars et les premières manifs. Il a fallu aller au débat avec les collègues pour faire comprendre le lien entre

la loi travail et les attaques contre le statut de la fonction publique. Les territoriaux ont participé à ces étapes. Le déclencheur pour le mouvement sur les déchets a été l'entrée dans la bagarre des routiers, des raffineurs, des cheminots. Tout le monde a commencé à estimer que les manifs de masse ne suffiraient pas. Il faut passer au blocage économique du pays, et de ce point de vue, le secteur des ordures ménagères est important.

Quelle est l'attitude des autres forces syndicales?

Dans le secteur, la CGT est largement majoritaire, mais des actions unitaires ont lieu, notamment en Seine Saint-Denis, avec FO et Solidaires, en Ariège... Il serait utile que FO s'engage davantage.

Les partis politiques sont globalement peu visibles...

Ils sont présents aux manifs, le plus souvent avec des points fixes. Philippe Poutou pour le NPA et Pierre Laurent et Didier Le Reste pour le PCF sont venus ici. Pour notre part, dans la fédération, nous sommes depuis longtemps favorables à la recherche de convergences dans les mobilisations mais aussi pour les perspectives. Ce qui doit laisser la maîtrise de la mobilisation aux organisations syndicales, sans empêcher le soutien politique à ceux qui se battent.

Et la suite?

Pour ce 14 juin, c'est une grosse mobilisation qui s'organise. Mais nous nous projetons plus loin, face à un gouvernement qui est minoritaire mais déterminé. La lutte devra continuer après le 14, jusqu'au retrait de la loi travail. **Propos recueillis par Robert Pelletier**

Les comités en action!

Mulhouse (68) Succès du meeting avec Olivier Besancenot. Le NPA organisait un meeting à Mulhouse le lundi 6 juin avec Olivier Besancenot: «Contre la loi El Khomri et son monde». Le but était de contribuer au mouvement actuel contre la loi travail en lui donnant d'une part la tribune que permet la notoriété d'Olivier et d'autre part en aidant au débat sur la situation et ses perspectives.



Ainsi Olivier Besancenot est d'abord venu soutenir la réunion du soir de Nuit Debout. Puis à la tribune du meeting, on pouvait entendre des acteurs locaux du mouvement: deux jeunes des quartiers populaires de la ville animateurs et moteurs de Nuit debout, qui pour l'un a parlé de la nécessité de tous ensemble et de changer la société, et l'autre de la répression policière puisqu'il en est lui-même victime; une militante des jeunes NPA de Mulhouse qui a parlé du «monde» de la loi El Khomri et la politique gouvernementale à l'encontre des réfugiés; deux militants syndicalistes et NPA de l'usine PSA qui ont parlé de la convergence de leur lutte contre le NCS2 de Peugeot (une loi travail avant l'heure) et la lutte contre la loi El Khomri; une militante du Centre culturel kurde, représentant les kurdes et turcs nombreux dans la ville et présents dans la lutte; un militant NPA du commerce et de la deuxième génération des migrants, tous travailleurs et des quartiers populaires. 70 personnes sont donc venues écouter Olivier Besancenot à Nuit debout, puis une centaine au meeting du NPA. Pour la petite ville qu'est Mulhouse, après un meeting avec Mickaël Wamen qui avait réuni à peu près autant de monde, c'était donc une réussite et l'occasion d'échanger tous ensemble sur le mouvement.

Le Havre (76) Après la journée de grève interpro, la réunion publique du NPA.

Jeudi 9 juin, c'est au terme d'une grosse journée de grève interprofessionnelle sur l'agglomération havraise que s'est tenu la réunion publique du NPA avec Christine Poupin. Démarrée tôt le matin par les blocages, cette nouvelle journée de grève a rassemblé plus de 30 000 manifestantEs dans le cadre d'une mobilisation régionale. À côté des secteurs habituels, de nombreuses nouvelles petites boîtes participaient pour la première fois à la grève. Notons en particulier la présence de grévistes de Monop et de Carrefour. La manifestation a été marquée par les arrestations «préventives» de plusieurs militants dès le début de la matinée, et par les interventions de camarades de Goodyear et d'Air France qui, accompagnés d'une délégation de camarades d'Info'Com-CGT, ont remis un chèque de soutien aux grévistes de 50 000 euros.

L'assemblée générale interpro a rassemblé environ 150 personnes. Après le tour habituel des mobilisations dans les secteurs, le débat a porté sur les suites. La perspective de la suspension du mouvement sur la raffinerie et le dépôt a été compensée par de nombreuses interventions enthousiastes et le démarrage du blocage du centre de ramassage des déchets. La volonté que le 14 soit à la fois le plus massif et le plus combatif possible, mais aussi que la suite de la mobilisation ne soit pas reportée au 23 juin, se sont largement exprimés. Un appel d'agglomération au jeudi 16 a donc été décidé par l'AG. C'est au terme de cette journée marathon que nous avons tenu notre réunion publique. Une trentaine de personnes avait gardé assez d'énergie pour y participer. L'assistance étaient composée de militants de la mobilisation, notamment des militants de la chimie qui connaissent Christine par son engagement syndical dans le secteur, et de quelques animateurs locaux de la campagne de Mélenchon. Le débat a permis d'échanger sur la mobilisation havraise, mais également sur les perspectives politiques en France et en Europe.

À la rencontre des maires du Sud-ouest

Dans le Sud-Ouest, les premières tournées ont commencé courant mai avec une priorité: revoir les maires ayant parrainé Philippe Poutou en 2012.

Pour ceux qui sont encore élus, les premiers retours sont encourageants. Ainsi en Gironde, sur les douze parrainages que nous avons eus en 2012, six sont encore en place, et quatre sont prêts à re-signer. Pour certains, parrainer à nouveau est une évidence: ainsi une maire affirmant «*quand je m'engage une fois, je ne change pas d'avis*», ou ce maire dans les Landes qui justement nous attendait.

L'argument qui souvent fait mouche, c'est la légitimité de la présence de notre courant d'idée dans ces élections comme partout où nous intervenons tous les jours de l'année. D'ailleurs, c'est la sympathie politique pour Philippe et la longue lutte des Ford pour sauver leur emploi qui nous vaut à nouveau le soutien d'un conseiller régional PS qui, cette fois, a même convaincu un autre conseiller de nous parrainer. Bien sûr, ce n'est pas toujours si simple. D'abord nous ne sommes pas les seuls à passer et plusieurs ont déjà été sollicités par d'autres candidats, que ce soit LO ou Mélenchon. Mais surtout le dégoût et la colère des maires des petites communes face aux difficultés qu'ils rencontrent au quotidien du fait des baisses des dotations de l'État les conduisent parfois à un rejet en bloc et au refus catégorique de parrainer qui que ce soit. Il faut souvent argumenter sur l'importance que s'exprime une autre politique, celle des mobilisations en cours. Au contraire, d'autres font bien la différence entre les grands partis qui n'ont pas besoin de leur signature et les candidats comme nous, avec qui ils partagent souvent un engagement militant.

La recherche des parrainages, c'est aussi faire de la politique...

En effet, nombre de ces maires sont confrontés aux conséquences concrètes, locales, des politiques d'austérité menées par tous les gouvernements. Ainsi ce maire de Dordogne qui, s'occupant d'une association de réinsertion, se bat au quotidien pour créer des emplois malgré la suppression des subventions. Comme d'autres, il est à l'écoute des nouvelles formes de démocratie qui pourraient émerger des mobilisations actuelles autour des Nuits debout. Sensible au fait de rencontrer des militants prêts à faire des kilomètres pour trouver ces parrainages, non seulement il a donné sa signature mais nous a indiqué trois autres maires du coin à aller voir...



Dernière la porte, un parrainage? PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

C'est parfois une véritable discussion politique qui s'engage, comme justement avec un de ces trois qui ne conçoit pas de déconnecter sa signature pour Philippe d'un soutien actif en appelant à voter pour lui. La discussion s'engage dès lors sur nos axes de campagne qui trouvent un écho dans les préoccupations de ce maire de petite commune rurale: la solidarité avec les migrants, le rejet de la logique du profit et de l'argent, les préoccupations écologistes... Et dans ce cas, rien de tel qu'une mise en relation directe avec notre candidat pour finir de le convaincre!

Correspondant

La semaine de Philippe Poutou

Le candidat du NPA était encore cette semaine «en mouvement»...

Lundi 6 juin, Philippe était à Paris où il a pu participer au rassemblement des cheminotEs gare Montparnasse, avant de se rendre à la première réunion de l'équipe de campagne mise en place après le dernier CPN.

Le restant de la semaine a été marqué par une activité autour de l'usine Ford dans laquelle travaille Philippe, avec la décision prise de mener une action au Mans, durant les fameux 24 heures, le samedi 18 juin. Ford va y fêter son grand retour à la compétition, et des salariéEs de l'usine de Blanquefort vont donc s'y rendre afin d'y faire entendre leur ras-le-bol: Ford, entreprise qui fait des profits et qui reçoit des aides publiques... et qui supprime des emplois, mettant ainsi toute l'usine en danger car aujourd'hui sans

activité prévue au-delà des 2-3 prochaines années. Tout cela n'a pas empêché Philippe de participer jeudi 9 juin à une manifestation bordelaise contre la loi travail, à l'appel des syndicats et collectifs de lutte, ainsi que de la coordination lycéenne. Un peu plus de 2000 manifestantEs dans une bonne ambiance, avec un cortège dynamique et mélangé. Et comme toujours, des discussions sur les suites, le 14 juin et après, sur l'Euro, et la volonté réaffirmée de faire des actions. À suivre...

Correspondants



En image

«Soutien aux grévistes! Non et toujours non à la loi El Khomri»



Dimanche 12 juin, 500 personnes ont participé au meeting de la gauche sociale et politique organisé par la fondation Copernic au théâtre Dejazet à Paris. Christine Poupin y a pris la parole pour le NPA.

Saint-Denis(93) Cinquième rencontre du NPA.

Samedi 11 juin, le comité de Saint-Denis organisait sa fête. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, un peu moins que pour les éditions précédentes. Peut-être parce que beaucoup de copains et copines engagés dans les luttes récentes avaient besoin d'un petit break avant de reprendre le combat.

Nous avons commencé la soirée par la projection du film documentaire *On ira à Neuilly inch'allah* en présence des auteurEs Anna Salzberg et Mehdi Ahoudig qui retrace (en jouant subtilement sur le son et l'image) la lutte et l'organisation des jeunes travailleurs de Velib'. Un film très apprécié par le public présent.

Nous avons ensuite eu un échange intéressant sur les luttes locales. La question de l'interpro a été abordée, les relatives difficultés à la construire dans ses formes traditionnelles, mais également les nouveautés dans les formes d'organisation et le dynamisme que cela crée. Après cela, la partie plus festive, nous nous sommes attablés autour des plats confectionnés par les militantEs... et avec la fumée du barbecue, des merguez et du poulet grillé. Le groupe Balafon nous a accompagnés pendant le reste de la soirée par sa musique populaire et ses chants de lutte.

À l'année prochaine pour la sixième édition. Et d'ici là dans la rue!



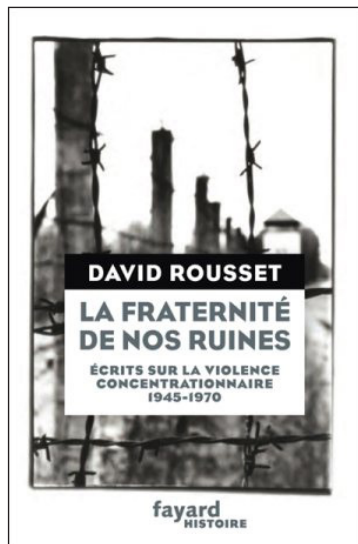
Essai

La fraternité de nos ruines. Écrits sur la violence concentrationnaire 1945-1970, David Rousset

Édition établie et présentée par Grégory Cingal, Fayard Histoire, 2016, 22 euros.

David Rousset restera dans l'histoire comme un des premiers à avoir analysé et dénoncé le système concentrationnaire, dans toutes ses manifestations au cours du 20^e siècle.

Militant du Parti ouvrier internationaliste (POI), affilié à la Quatrième Internationale, il était un des responsables du travail antifasciste auprès de soldats de la Wehrmacht dans la France occupée. Arrêté en octobre 1943, torturé par la Gestapo, interné à Fresnes, il sera déporté à Buchenwald, et, par la suite, transféré dans d'autres camps de concentration nazis. Après la libération des camps en 1945, malade, affaibli, il revient en France, décidé à transmettre son expérience de l'enfer. Il écrira bientôt deux ouvrages qui marqueront les esprits et auront une large influence, y compris sur les travaux de Hannah Arendt : *l'Univers concentrationnaire* (1946) – Prix Renaudot – et *les Jours de notre mort* (1947). S'il s'éloigne du trotskisme, il reste fidèle à une perspective socialiste non stalinienne, et participe, avec Jean-Paul Sartre et Gérard Rosenthal, à la fondation, en 1948, du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), une tentative (éphémère) de créer une force de gauche non inféodée aux deux camps de la guerre froide. La première partie de ce recueil contient plusieurs documents – dont certains inédits – de ces années de l'après-guerre, concernant son expérience des camps nazis comme tentative radicale



de négation de l'identité humaine. Une tentative qui n'a pas totalement réussi, puisqu'on trouve, dans le camp, des manifestations de résistance et de solidarité, et des déportés qui « ont maintes fois risqué

leur vie, simplement parce qu'ils ne voulaient pas abandonner leur dignité, c'est-à-dire la notion qu'ils avaient de leur valeur d'homme ».

La polémique... et la vérité

En novembre 1949, David Rousset va prendre une initiative courageuse qui suscitera un tollé et des violentes polémiques : la publication d'un appel à tous les anciens déportés des camps nazis afin de constituer une commission d'enquête sur les camps de travail en URSS... Comme le note à juste titre Grégory Cingal dans son introduction, il commit une erreur stratégique en publiant cet appel dans *le Figaro littéraire*, un hebdomadaire clairement situé à droite. Mais la polémique va porter sur le fond de l'affaire : les communistes (staliniens) vont le dénoncer comme « traître », « faussaire », « fauteur de guerre », bref, un « flic ». Le journaliste Pierre Daix va même se fendre

d'une brochure calomnieuse intitulée « Pourquoi M. Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques ? », publiée par *les Lettres françaises*, la revue fondée par Louis Aragon... Rousset répondra en assignant les *Lettres françaises* pour diffamation. Au cours du procès (1950), qui aura un grand retentissement, plusieurs rescapés des camps soviétiques viendront témoigner, dont Margarete Buber-Neumann, compagne du dirigeant communiste allemand Heinz Neumann, réfugié en URSS et assassiné par Staline – elle avait été livrée à la Gestapo lors des années du pacte germano-soviétique – et El Campesino, un des principaux dirigeants communistes espagnols, réfugié en URSS et envoyé au Goulag. *Les Lettres françaises* seront condamnées pour diffamation, mais le débat fut escamoté : la vérité sur le Goulag n'a pas éclaté à Paris... **Michael Löwy**

Télévision

« Les réfugiés d'hier et d'aujourd'hui »

Mardi 21 juin soirée Thema sur Arte

La soirée resitue la question des réfugiés au travers les témoignages de témoins de la Seconde Guerre mondiale et présente deux aspects de la situation actuelle : **Bienvenue au Réfugistan**, documentaire d'Anne Poirat. À travers le monde, près de 17 millions de personnes – réfugiés, déplacés, migrants – vivent dans des camps. Dans ces lieux à l'écart du monde, ni tout à fait prisons ni tout à fait ouverts,

censés être provisoires, les réfugiés passent désormais en moyenne... dix-sept ans de leur vie. Pourquoi et de quelle manière les camps de réfugiés, conçus à l'origine pour



être provisoires, perdurent-ils pour certains depuis des décennies. La réalisatrice Anne Poirat (prix Albert-Londres 2007), qui s'est rendue aussi en Tanzanie et en Jordanie, effectue une plongée glaçante dans une réalité kafkaïenne que nos gouvernements contribuent à créer et à entretenir. **Nulle part en France**. Rediffusion du reportage de Yolande Moreau sur les jungles de Calais et de Grande-Synthe (déjà programmé en janvier et à revoir assurément).

Cinéma

Diamant noir de Arthur Harari

Avec Niels Schneider, August Diehl et Hans Peter Cloos. Sortie le mercredi 8 juin 2016

Aux frontières du thriller psychologique et de l'étude de milieu. Si le scénario n'est pas original, le style du réalisateur et la sensibilité des comédiens donnent à ce film une profondeur assez rare dans ce qu'on peut appeler sommairement le « polar français ». Ceux-ci expriment leurs sentiments avec une grande finesse. La plongée dans le milieu, peu connu, des diamantaires d'Anvers ne manque pas non plus d'intérêt, même pour ceux qui sont totalement indifférents à la fascination exercée par les diamants. *Diamant noir* joue très peu sur les artifices habituels du genre et ne comporte ni temps morts, ni laborieuses scènes de remplissage, ni mièvreries. On partage en permanence le malaise qui étreint le jeune anti-héros dans ce milieu familial où il reste un étranger, un parent pauvre oublié. Cette histoire se déroulant dans un milieu de diamantaires juifs plus ou moins pratiquants, on pouvait redouter des accès de religiosité, mais il n'en est



rien : la religion ne joue strictement aucun rôle dans les relations entre protagonistes. Voici donc une œuvre singulière, touchante, et un réalisateur qui, pour son premier long métrage, a réussi un coup de maître. **G. D.**

Money monster de Jodie Foster

Avec George Clooney, Julia Roberts et Jack O'Connell. Sortie le jeudi 12 mai 2016

Un excellent thriller qui entre dans la double catégorie des films qui dénoncent la finance et le bourrage de crânes télévisuel. On notera à ce propos la référence aux manifestations Occupy Wall street, lorsque la foule acclame le preneur d'otages, séquence qui rappelle *Un après-midi de chien*. Mais Jodie Foster, la réalisatrice, ne se contente pas de s'en prendre aux spéculateurs et escrocs de la Bourse, elle donne un caractère social très marqué à son film en mettant en scène un jeune livreur new-yorkais qui ne peut s'en tirer avec son salaire et disjoncte. Le rythme ne faiblit jamais, le scénario est bien ficelé, quoique classique, et il faut donner un coup de chapeau à Julia Roberts qui



compose un beau personnage de femme. Clooney en fait beaucoup, mais c'est son rôle de présentateur star, à la limite du clown, qui veut cela. On en redemande **Gérard Delteil**

Enfants

« L'été des bouquins solidaires »

À partir du 16 juin

Comme chaque année, avant les vacances d'été, l'éditeur Rue du Monde s'associe au Secours populaire pour donner à lire aux enfants « oubliés des vacances ». Le Secours populaire emmène des milliers d'enfants un jour à la mer, et Rue du Monde, soutenu par 400 libraires en France leur offre des livres. Chaque fois que deux livres de la collection Papagayo – collection de poche permettant un tour du monde dans chaque livre au travers d'un conte et d'un documentaire – sont vendus, l'éditeur en offre un troisième. Plus de 70 000 livres ont ainsi été offerts en 13 ans. 2016 est le 80^e anniversaire des congés payés. Nous connaissons bien aujourd'hui la difficulté à préserver ces droits chèrement acquis, c'est donc ici une occasion de plus de montrer notre solidarité avec celles et ceux qui ne peuvent en profiter. **Catherine Segala**



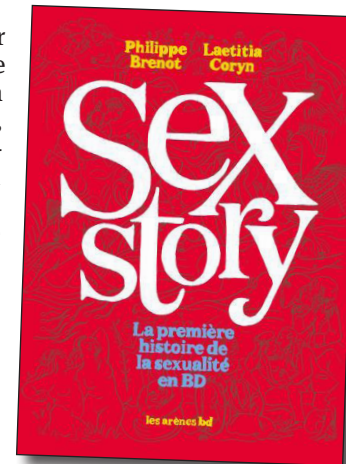
Papagayo poche (12 titres), 48 pages, 7,80 euros. À partir de 6 ans.

Bande dessinée

Sex Story, Philippe Brenot et Laetitia Coryn

Les Arènes BD, 2016, 24,90 euros

Coécrit par une auteure de BD et un psychiatre, anthropologue, enseignant de sexologie à Paris-Descartes, cette histoire du sexe et de l'amour, de la préhistoire africaine à nos jours, mêle pédagogie et humour. Tout y passe, du technique au croustillant : Cléopâtre inventant le vibromasseur (un cornet de papyrus rempli d'abeilles) ; les Bacchanales, où les femmes jouissent des hommes ; Montaigne prônant l'amour homosexuel, les fêtes phalliques et Henri IV... On y parle de sexe et d'amour, de prostitution, de contraception, d'homosexualité, de besoin, de désir... L'arrivée des premiers préservatifs, schémas à l'appui, vaut le détour, mais aussi le déchaînement répressif contre la masturbation – réunissant cathos, protestants, calvinistes, médecins, moralistes –, la prostitution institutionnalisée des maisons closes... À mettre entre toutes les mains de 7 à 77 ans. **Michel de la Corrèze**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
 Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Le financement particulier de l'État sur l'indemnisation des intermittentEs nous amènerait vers une caisse autonome: le rêve du Medef »

Entretien. Depuis maintenant plusieurs mois, les intermittentEs et les précaires sont mobilisés pour leurs droits à une indemnisation chômage plus juste. Pour faire le point, nous avons rencontré **Claire Marx**, comédienne et militante de la Coordination des intermittentEs et précaires (CIP) d'Île-de-France.

Où en est la situation des intermittentEs ?

Suite à la mobilisation de 2014, il a été inscrit dans la loi sur le dialogue social, loi dite « Rebsamen » qu'il reviendrait désormais aux syndicats du secteur du spectacle vivant et de l'audiovisuel de fixer les règles d'indemnisation des annexes 8 et 10. Mais ces négociations de secteur sont soumises à un cadrage odieux du Medef qui, comme toujours, dicte les règles du jeu et impose des économies à faire sur le dos des chômeurEs. Malgré ce cadrage intenable, les syndicats de salariéEs et d'employeurs du secteur sont arrivés à un accord, signé le 28 avril dernier. Cet accord est vertueux : il revient à un principe mutualiste grâce à une ouverture de droit à date anniversaire, permettant une indemnisation sur 12 mois. Il permet ainsi de faire revenir dans le régime d'indemnisation les plus précaires, et prévoit aussi un plafonnement plus fort des salariéEs à hauts revenus. Cet accord défendu par toute la profession a été rejeté par la CFDT (dont la branche spectacle avait pourtant signé l'accord...) et le Medef, sous prétexte que les 90 millions d'euros d'économie que prévoit cet accord ne sont pas suffisants.

Et concernant les autres précaires ?

L'obsession du Medef à détruire le régime spécifique des intermittentEs a monopolisé les débats de la quasi-totalité des séances de négociations sur le régime général d'assurance chômage, alors que celui-ci concerne 6 millions de personnes ! Néanmoins, les propositions du Medef concernant l'ensemble de l'assurance chômage sont assez claires : réduire le droit de chômeurEs, et notamment des plus précaires, ceux qui travaillent en contrat court et/ou à temps partiel. Il est également bon de rappeler que le gouvernement a demandé 800 millions d'euros d'économie sur le dos des chômeurEs, ce qui est simplement scandaleux quand déjà 6 chômeurEs sur 10 ne sont pas indemnisés.

Malgré l'annonce par le gouvernement d'une victoire pour les intermittentEs, la mobilisation semble continuer. Qu'en est-il ?

Aujourd'hui le gouvernement déclare que tout va bien, alors qu'il s'apprête à mettre la main au portefeuille pour faire taire la mobilisation. En effet, comme le suggérait déjà la lettre de cadrage, le Medef demande au gouvernement de participer au financement de l'indemnisation des intermittentEs, ce qui est très dangereux. L'assurance chômage fonctionne sur le principe de la solidarité interprofessionnelle, ce qui signifie que l'ensemble des salariéEs cotise à une seule et même caisse d'assurance chômage qui ensuite



Un cortège des intermittentEs et précaires dans une des manifs contre la loi travail. PHOTOHÈQUE ROUGE/JMB

La loi travail, qui attaque le droit des salariéEs, et la destruction progressive de l'assurance chômage sont les deux mâchoires d'une même politique qui broie nos existences

Pourquoi les intermittentEs cherchent-ils/elles à défendre leurs droits en lien avec les précaires ?

Nous ne cessons de dire que nous sommes des intermittentEs de l'emploi, des travailleurEs en emploi discontinu. Notre régime spécifique d'assurance chômage a pour but d'assurer une continuité de revenu dans cette discontinuité de l'emploi. À l'heure où 80% des embauches se font en contrat court et/ou précaire, nous continuons de défendre le fait que notre régime a pour vocation à s'étendre à l'ensemble de l'emploi discontinu, peu importe le secteur d'activité. C'est donc une lutte qui dépasse largement la question de l'intermittence du spectacle. De plus, « intermittentE » n'est ni un statut ni un métier, et bon nombre d'entre nous passent régulièrement par les cases « chômeurEs

non indemnisés », « allocataires du RSA »... Et c'est contre cette politique de précarisation de l'ensemble de la population, que nous luttons avec d'autres.

Et la loi travail dans tout ça ?

Le calendrier est inédit, et met en lumière une évidence : la loi travail, qui attaque le droit des salariéEs, et la destruction progressive de l'assurance chômage sont les deux mâchoires d'une même politique qui broie nos existences. Depuis longtemps, nous disons que les réductions successives des droits des chômeurEs ont pour effet direct une pression accrue sur les personnes en emploi, le fameux « si tu n'es pas content, y en a 100 000 qui attendent ta place ». Cela n'a jamais été aussi criant. Sous couvert d'une politique du plein emploi à tout prix – plein emploi qui n'est qu'une chimère –, le gouvernement se plie au désir du Medef d'avoir une main-d'œuvre précaire obligée d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel prix. Mais aujourd'hui, nous sommes nombreux à refuser de nous plier à cela !

Un autre point dont on parle peu dans le projet de loi travail est l'article 52. Cet article vise à légaliser ce que le Conseil d'État a jugé illégal en octobre 2015 : le prélèvement par Pole emploi des indus sur les allocations chômage sans contrôle du juge. C'est donc là encore la preuve de l'État de non-droit dans lequel nous vivons aujourd'hui !

Propos recueillis par Simon Lambert

L'image de la semaine



Vu ailleurs

le Parisien GAZA: ENFANTS SOUTIENS DE FAMILLE.

Avant, Walid était un bon élève. Aujourd'hui, ce garçonnet palestinien de la bande de Gaza passe ses journées à récolter des débris dans les maisons détruites par les guerres avec Israël et les revend contre une poignée de shekels. Avec un père au chômage depuis des années et trois frères et sœurs, Walid fait ce qu'il peut pour nourrir chichement sa famille, alors même qu'il n'a que 11 ans. Toute la journée, bravant un soleil de plomb ou un vent violent, il parcourt les décombres des maisons détruites. Walid collecte des pierres, des morceaux de métal, de béton et de plastique, revendus à des entreprises qui les recycleront en matériaux de construction.

Le monde observe dimanche la journée contre le travail des enfants. Les chiffres restent beaucoup trop élevés, mais le nombre global d'enfants contraints de travailler a diminué de 246 millions en 2000 à 168 millions aujourd'hui, selon l'Organisation internationale du travail. Dans la bande de Gaza, c'est le contraire : le nombre de Palestiniens âgés de 10 à 17 ans travaillant a doublé en cinq ans pour atteindre 9700, selon les chiffres officiels palestiniens. Près de la moitié du 1,9 million d'habitants de ce territoire palestinien vit sous le seuil de pauvreté. [...]

« Le phénomène du travail des enfants reflète la situation économique et sociale de la bande de Gaza », dit Khitam Abou Hamad qui dirige ce projet. Bien des abus sont permis : certains enfants sont parfois « payés 20 shekels pour 12 heures de travail par jour », explique à l'AFP Iyad Abou Houjayr, du Centre palestinien pour la démocratie et la résolution des conflits, une ONG qui apporte un soutien psychosocial aux familles les plus démunies.

« La loi palestinienne interdit le travail des enfants de moins de 15 ans », poursuit M. Abou Houjayr. Mais « elle est très peu appliquée » dans un tel marasme. [...] « La situation ne fait qu'empirer à chaque nouveau conflit », déplore Hyam al-Jarjoui, en charge de la question des enfants au ministère des Affaires sociales. « Plus la pauvreté augmente, plus les enfants travaillent ».

« À Gaza, de plus en plus d'enfants deviennent soutiens de famille », AFP, le Parisien, vendredi 10 juin 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org